



Présentation	3
Le socialisme français et la social-démocratie européenne	21
Etre socialiste	53
Le discours de la réforme	73
La nouvelle alliance	91

Au cœur de la social-démocratie européenne

Pari gagné : menacé d'être cantonné aux marges de la social-démocratie européenne, Lionel Jospin en occupe désormais le cœur.

Pari gagné donc. *Défi redoutable* pourtant : en tenant son cap, en explicitant sa ligne, il lui fallait trouver le bon positionnement entre ces deux risques opposés que constituaient, pour faire bref, la “ modernité sans le socialisme ” et le “ socialisme sans la modernité ”.

La social-démocratie européenne traverse en effet depuis plusieurs années maintenant une phase de bouillonnement intellectuel. Selon des modalités, des contenus et des calendriers différents, partout, ou presque, un important travail de refondation théorique est en cours ⁽¹⁾.

En Grande-Bretagne ? Cette refondation a commencé dès la *conquête* du pouvoir de Tony Blair dans son parti ; elle constitue encore aujourd'hui un instrument central de sa stratégie politique dans son pays.

(1) Voir notamment la *Revue socialiste* n° 1, printemps 1999 et *Esprit* Le pari de la réforme, mars-avril 1999

En Allemagne ? Elle accompagne *l'exercice* du pouvoir de Gerhard Schröder, dès la clarification opérée par la démission de Oskar Lafontaine et la mise en place, au sein du SPD, d'une commission dite des "valeurs fondamentales".

En Italie ? Elle est consubstantielle à la *mutation* réussie par les ex-communistes italiens, marquant chacune de ses étapes, du PCI à la " chose ", puis, il y a peu, du PDS à DS.

C'est dans ce contexte, en juin 1999, quelques jours avant l'élection européenne, que le " manifeste Blair-Schröder " a été rendu public. Ce manifeste, que les Notes de la Fondation Jean-Jaurès ont publié et discuté (2), comportait pour les socialistes français un *double risque d'isolement*. Un risque d'isolement *idéologique* avec, pour faire bref là encore, une dérive de la social-démocratie vers le social-libéralisme. Un risque d'isolement *politique*, la constitution d'un couple anglo-allemand prenant le pas sur le traditionnel couple franco-allemand et le nouveau dialogue franco-anglais engagé à Saint-Malo.

Quelques mois ont passé. Quelques événements se sont produits. Paris ; Florence ; Londres ; Berlin : la séquence scandée à l'automne dernier par ces quatre villes a marqué un retournement. Au point qu'il est possible de défendre la thèse que *le corpus théorique élaboré par Lionel Jospin se trouve désormais au cœur de la social-démocratie européenne*.

Au-delà de l'affirmation, il reste à répondre à trois questions : quels *signes* peuvent venir à l'appui de cette thèse ?

quelles *causes* peuvent expliquer ce retournement ? quels nouveaux *défis* doivent être relevés ?



Les signes

La gauche française, par le passé, s'est parfois montrée excessivement satisfaite des compliments d'orthodoxie que lui prodiguait la presse économique et financière, et notamment de ceux de la presse anglo-saxonne. En évitant de tomber dans ce travers, il n'est pas inintéressant de noter le jugement du *Financial Times* – parce qu'il souligne l'originalité et le succès de l'expérience française qui " démontre que le capitalisme ne doit pas nécessairement suivre la voie américaine pour réussir " (3).

Surtout, il y a cette multiplication de faits, de signes, de symboles qui, pris séparément, ne sont peut-être pas probants, mais qui, pris ensemble, font sens.

Le premier : c'est le discours de Lionel Jospin qui a constitué le centre de gravité du congrès de l'Internationale socialiste, les 8, 9 et 10 novembre à Paris.

Le deuxième : c'est Lionel Jospin qui a été l'interlocuteur de référence du sommet des " progressistes ", les 20 et 21 novembre à Florence.

Le troisième : c'est une brochure de Lionel Jospin, et non de Gerhard Schröder, que la *Fabian society* a choisi de publier en novembre.

Le quatrième : c'est un séminaire franco-anglais que

(2) Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès, Blair-Schröder, le texte du Manifeste, les analyses critiques, n°13, août 1999

(3) *Financial Times*, 4 décembre 1999

la *Fabian society*, à nouveau, a organisé le 28 novembre à Londres.

Le cinquième : c'est Lionel Jospin, et non Tony Blair, qui a été l'invité d'honneur du congrès du SPD, le 7 décembre à Berlin.

Le sixième : ce sont les thèmes de Lionel Jospin qui sont de plus en plus largement intégrés dans les discours des uns et des autres. Pour ne prendre qu'un seul exemple, la formule " oui à l'économie de marché, non à la société de marché " a été reprise à leur compte aussi bien par Tony Blair que par Gerhard Schröder, par Bill Clinton que par la gauche italienne.

Le septième : à l'inverse, le positionnement des tenants de la " troisième voie " s'est infléchi. Celle-ci, pensée à l'origine comme une voie *universelle* entre la social-démocratie et le libéralisme, a été redéfinie par David Miliband, chef de la *policy unit* – la cellule politique de Tony Blair – comme la voie *anglaise* pour " combler le fossé qui s'était créé au cours du siècle entre deux courants de la pensée progressiste en Grande-Bretagne " (4) ; autrement dit, pour réunifier " *Lib* " et " *Lab* ", les libéraux et les travaillistes.

Dans ce retournement, les textes – ceux de Lionel Jospin bien sûr mais également la contribution du parti socialiste au congrès de l'Internationale socialiste (5) – ont leur place. Ils n'expliquent pas tout. Mais ils expliquent aussi, et peut-être même beaucoup. D'où la publication, aujourd'hui, de quatre textes dont on peut considérer qu'ils forment un ensemble synthétisant – par nature de façon provisoire – la doctrine de Lionel Jospin : la version fran-

çaise de la brochure publiée par la *Fabian society*, elle-même pour partie issue d'un entretien accordé à la *Revue socialiste* (6) ; le discours prononcé devant le congrès de l'Internationale socialiste ; des extraits des discours prononcés lors des universités d'été de La Rochelle de 1998 et 1999.



Les causes

Pour expliquer ce retournement, trois hypothèses – potentiellement complémentaires – peuvent être avancées : la théorie séduit parce que la pratique réussit ; la théorie séduit parce qu'elle est juste ; la théorie séduit parce qu'elle est en adéquation avec la pratique.

Première hypothèse : la théorie séduit parce que la pratique réussit.

Certes, il n'est pas de critères objectifs pour juger de la réussite d'une politique. Certes encore, il suffit de regarder non pas le chemin parcouru mais le chemin à parcourir pour écarter toute tentation triomphaliste. Il n'en demeure pas moins que l'examen comparé des grands rendez-vous électoraux, d'une part, et des principaux indicateurs économiques, d'autre part, est assez largement au bénéfice de la France. Et ce faisant, le regard porté de l'extérieur sur le Premier ministre et la gauche plurielle s'est modifié. Pour ne retenir qu'un seul indicateur, la croissance française était, durant toute la législature précédente, en dessous de celle de ses principaux partenaires européens ; elle est aujourd'hui près d'un point au-dessus. Tel est d'ailleurs l'argument le plus probant pour expliquer le rôle

(6) *La Revue socialiste*, Entretien de Lionel Jospin avec Alain Bergounioux et Henri Weber, p.32-48, n°1, printemps 1999

(4) David Miliband, *Ve pas caricaturer la Troisième voie*, *Le Monde*, 26 novembre 1999

(5) Contribution du parti socialiste au congrès de l'Internationale socialiste, *Vers un monde plus juste*, *L'Hebdo du PS*, n°119, 15 octobre 1999

spécifique du Gouvernement dans les bons résultats que connaît notre économie.

Cependant, les bons résultats électoraux ou économiques ne fournissent pas, à eux seuls, d'explications suffisantes : ils peuvent infléchir la *perception* d'un discours ; ils ne peuvent garantir sa *validation*.

*D'où la deuxième hypothèse :
la théorie séduit parce qu'elle est juste.*

Elle est juste parce qu'elle trouve la bonne distance *dans son rapport à l'histoire* de la social-démocratie.

Lionel Jospin affirme avec netteté la disparition du socialisme " en tant que système ". Il analyse ses difficultés – évoquant même sa " crise économique, sociale et idéologique ". Il souligne sa nécessaire adaptation au monde contemporain. Mais il revendique ses succès – quand, par exemple, le manifeste Blair-Schöder ne met en exergue que ses échecs. Surtout, il s'inscrit naturellement dans une histoire, dans une culture, dans une tradition. On peut contester l'analyse de Keith Dixon ⁽⁷⁾ – qui voit en Tony Blair " un digne héritier " de Margaret Thatcher et considère le New Labour comme " une machine de guerre contre les valeurs de la gauche " plutôt que comme " une tentative de rénover la social-démocratie ". On peut ne pas partager la thèse de Philippe Marlière ⁽⁸⁾ – pour qui le point de départ du blairisme " n'est pas tant la rénovation de la social-démocratie que l'imposition de la philosophie et des politiques néo-libérales au sein de la gauche européenne ". Mais on doit constater que le rapport de Lionel Jospin à l'histoire de la social-démocratie marque une dif-

(7) Keith Dixon, *Un digne héritier*, Raison l'agir, janvier 2000

(8) Philippe Marlière, *Les Temps modernes*, n. 161-182, août-septembre-octobre 1999

férence notable avec les travaillistes anglais, sans doute avec les sociaux-démocrates allemands et, pour d'autres raisons, avec les démocrates de gauche italiens.

La théorie est juste, davantage encore, parce qu'elle essaie d'apporter des réponses à des préoccupations universelles sur des questions déterminantes : le rôle du politique, l'actualité du clivage gauche-droite, l'avenir à dix ans et, ce faisant, le sens du socialisme.

Penser le politique

Pour Lionel Jospin, au départ, il y a le politique. Une réflexion sur le politique. La conviction que le politique dispose d'un rôle spécifique et d'un espace propre. La volonté de jouer pleinement ce rôle et d'occuper totalement cet espace.

Dès lors, contrairement au discours dominant durant les années quatre-vingt, voire quatre-vingt-dix, les contraintes sont toujours intégrées mais rarement explicitées et moins encore invoquées. La politique du non-choix – que constituait le discours de la contrainte – a laissé place au choix de la politique – que marque l'invocation de la volonté.

Dans ce nouveau paradigme, le politique a pour fonction de fixer l'agenda ; pour mission de conquérir des marges de manœuvre ; pour ambition d'inventer de nouvelles régulations. Et, contrepartie de cette liberté reconquise, pour obligation d'assumer le conflit et ses conséquences : le refus. Quelques exemples, parmi bien d'autres : au niveau international, le rejet de l'A.M.I. et l'échec d'un sommet de

Seattle sur l'O.M.C. dans lequel la libéralisation l'emportait trop nettement sur la régulation ; au niveau européen, le refus de levée de l'embargo sur le bœuf britannique ; au niveau national, bien sûr, le choix des trente-cinq heures, mais aussi le refus de la privatisation d'Air France, de la régularisation de tous les sans papiers ou de l'augmentation des *minima* sociaux. En d'autres termes, la volonté de ne pas aller là où on l'on ne veut pas aller.

Penser les clivages

Si le politique doit faire des choix, c'est qu'il existe une alternative. Et s'il existe une alternative, c'est qu'il existe un clivage, voire des clivages. Dans la rhétorique blairiste, le clivage central distingue le *Labour* du *New Labour*. Dans le discours jospinien, il divise la gauche de la droite, constituant, dans un mouvement dialectique subtil, à la fois un facteur d'identité et un facilitateur d'évolution.

Le clivage gauche-droite – autour duquel se structurent peu ou prou toutes les démocraties – constitue un *facteur d'identité*. Il établit l'appartenance à un camp – la gauche. Il témoigne du choix d'une stratégie et d'une méthode – la “ gauche plurielle ” au sein de laquelle, pour reprendre la formule de Jean-Christophe Cambadélis (9), “ l'esprit de coalition doit l'emporter sur celui de la délimitation ”. Il sert de cadre à une action, au point que l'hebdomadaire *The Economist* (10) a pu écrire que “ le mot *socialisme* a été presque banni du lexique blairiste quand il constitue un *mantra* jospiniste ”. Il sert de “ marqueur ” à des choix politiques comme à des pratiques démocratiques, y compris au niveau européen avec, par exemple, les modalités d'élaboration de la plate-forme du PSE.

(9) Jean-Christophe Cambadélis, *L'avenir de la gauche plurielle*, Plon, p.164, octobre 1999

(10) *The Economist*, Lionel Jospin, “ France's would-be president, 15 janvier 2000

En même temps, le clivage gauche-droite constitue un *facilitateur d'évolution*. Des exemples ? Sur le plan *sociétal*, Lionel Jospin légitime la priorité accordée à la sécurité en affirmant à la fois qu'il n'existe pas, en tant que tels, des “ thèmes de gauche ” et des “ thèmes de droite ”, et que l'insécurité, qui touche d'abord les plus modestes, est aussi une inégalité. Sur le plan *économique*, il défend les ouvertures de capital d'entreprises publiques en se référant d'abord à la stratégie industrielle – et donc à l'emploi – et à une réflexion sur l'articulation entre les fins et les moyens. Sur le plan *sociétal*, il combat l'augmentation des *minima* au nom de la défense d'une “ société du travail ” et du refus d'une “ société d'assistance ”. Ainsi, toute évolution n'est pas justifiée au prétexte des contraintes mais au nom des valeurs – nous y reviendrons.

Penser l'avenir

Les observateurs jugent souvent Lionel Jospin plus performant dans son analyse des rapports de forces que dans ses capacités prospectives. À cette prétendue *composante structurelle* du tempérament jospinien s'ajoute, ou s'ajoutait, une *donnée conjoncturelle* de la société française pour laquelle, comme l'a soutenu Zaki Laïdi (11), “ l'urgence constitue l'une des principales unités de mesure du temps social ” au point d'exprimer “ une mutation culturelle où la préférence pour le présent se traduit par une dévalorisation de l'avenir ”.

Dans ce cadre, il n'était pas évident pour Lionel Jospin de fixer des objectifs dont l'horizon dépassait le court terme pour embrasser la décennie. Telle a pourtant été l'ambition du discours de La Rochelle prononcé en août

(11) Zaki Laïdi, L'urgence ou la dévalorisation culturelle de l'avenir, *Esprit*, p.8-20, février 1998

1999, avec notamment la perspective du plein emploi.

Ce discours a été d'abord perçu, dans un édifiant réflexe pavlovien, comme l'illustration d'une ambition présidentielle, la preuve ultime étant mathématique : dix ans = trois ans (1999-2002) + sept ans (2002-2009, soit un septennat)...

Si, sur le plan *politique*, un terrain sans doute déterminant pour l'élection présidentielle a été effectivement préempté par le Premier ministre, peu à peu, cependant, d'autres dimensions sont apparues.

Sur le plan *psychologique*, la perspective du plein emploi était hier impensable, ou presque, pour un responsable politique et inaudible, en tout cas, pour l'opinion ; elle est devenue aujourd'hui dicible, pour les uns, et crédible, pour les autres. On mesure le chemin parcouru en deux ans.

Sur le plan *économique*, le malthusianisme dominait hier – avec l'irruption de la thématique de la “ fin du travail ”, de “ société post-salariale ”, de la “ croissance perdue ” – ; l'idée de progrès reprend corps aujourd'hui – jusqu'à l'évocation par Daniel Cohen ⁽¹²⁾ du “ travail sans fin ” ...

Sur le plan *européen*, enfin, un objectif commun est fixé. Il est structurant pour les politiques économiques, budgétaires, fiscales et sociales.

Peut-on aller plus loin et ne plus apprécier séparément les résultats et la théorie mais considérer leur relation ? C'est la troisième hypothèse.

Troisième hypothèse : la théorie séduit parce qu'elle est en adéquation avec la pratique.

L'hypothèse est certes contestée. Il y a la contestation *notariale* de ceux qui, tels Laurent Mauduit et Gérard Desportes ⁽¹³⁾, recensent, année après année, avec minutie, formule, engagement, orientation pour débusquer ce que serait l'inévitable destin de la gauche au pouvoir : la trahison. Il y a la contestation *moderniste* de ceux qui, tel Michel Marian ⁽¹⁴⁾, craignent que l'on soit passé de “ l'action sans la réforme ” – entendez le discours sur la réforme – à “ la réforme sans l'action ”. Il y a la contestation *traditionaliste* de ceux qui, tel Roland Hureaux ⁽¹⁵⁾, considèrent que nous sommes dans un nouvel âge du socialisme – joliment qualifié de “ constantinien ” – dans lequel “ seule subsiste l'idéologie, comme pure rhétorique, la dimension sociale tendant à disparaître ”. Ces différentes analyses ne convergent en réalité que sur un point : l'existence d'un décalage entre le verbe et l'action, d'une distance entre les promesses et les réalisations, d'un hiatus entre la théorie et la pratique.

Et pourtant, la thèse exactement inverse peut être soutenue. Il existe en effet deux types de décalages possibles entre la théorie et la pratique : un décalage *substantiel*, qui porte sur le contenu, avec un discours plus à gauche et une pratique plus à droite, ou l'inverse ; un décalage *temporel*, qui porte sur le moment, avec une pratique en avance et une doctrine qui s'adapte *a posteriori*. Or, c'est plutôt l'adéquation entre la théorie et la pratique qui caractérise la spécificité de la période.

(13) Laurent Mauduit et Gérard Desportes, *La gauche imaginaire*, Grasset, 1999

(14) Michel Marian, *Lionel Jospin, le socialisme et la réforme*, *Espri* p.112-121, mars-avril 1999

(15) Roland Hureaux, *Les trois âges de la gauche*, *Le Débat*, p.29-3 janvier-février 1999

(12) Daniel Cohen, *Nos temps modernes*, Flammarion, janvier 2000

Décalage *substantiel* ?

Il est toujours tentant – et, les réalités étant ce qu’elles sont, toujours possible – de mettre en contradiction des engagements et des actes. Tout jugement est donc par nature subjectif et relatif. Une analyse *rétrospective* montre cependant que la gauche française a été coutumière d’une pratique plus modérée que son discours – la dérive a même été caricaturée par une formule : le “ mollettisme ”. Et une analyse *comparative* confirme qu’un décalage opposé est également possible : Alain Bergounioux a ainsi pu défendre l’idée que Tony Blair “ parlait à droite mais agissait à gauche ”.

Lionel Jospin, lui, assume – ou, plutôt, revendique – la *globalité* de sa politique, y compris, nous l’avons vu, des évolutions ou des positions a priori délicates. Il donne l’impression de considérer que toutes ses décisions peuvent et doivent être appréciées au regard des valeurs de la gauche.

Décalage *temporel* ?

Le second type de décalage entre la théorie et la pratique est un décalage temporel.

Une analyse *comparative* montre qu’il existe – les sociaux-démocrates Allemands à la fin des années 50 ou les travaillistes britanniques à la fin des années 90 – des modernisations *a priori*, c’est-à-dire avant la conquête du pouvoir.

Inversement, une analyse *rétrospective* montre que la France pratique volontiers la validation *a posteriori* : ainsi, le tournant de 1982-1983 – ou, du moins, ce qu’il signi-

fieait pour les rôles respectifs du marché et de l’Etat – n’a réellement été pensé que plus tard – notamment au congrès de l’Arche en 1991. Ce “ *Bad Godesberg* rampant ”, selon la formule de Pierre Mauroy, risquant d’ailleurs de se trouver à nouveau en décalage avec les réalités et les nécessités politiques du moment.

Or, ce qui frappe aujourd’hui, c’est que le Premier ministre se saisit, *pendant* l’exercice de ses fonctions, de toutes les occasions pour fonder en théorie sa pratique.



Les défis

La séquence politico-idéologique qui a commencé après la publication du manifeste Blair-Schröder et qui s’est achevée à l’occasion de la publication de la brochure “ le socialisme moderne ” a donc constitué pour Lionel Jospin un succès. Au pire, un endiguement – un succès défensif. Au mieux, une percée – un succès offensif. Mais le débat européen n’est pas clos. Des défis idéologiques communs devront être relevés. Or, sur de nombreux points, ils n’ont été volontairement qu’esquissés. Il en est ainsi de ces trois grandes questions transversales que constituent les classes sociales, le rôle de l’Etat et les inégalités.

La première question concerne les *classes sociales*.

Comme l’a démontré Gérard Grunberg ⁽¹⁶⁾, des divergences de fond existent sur cette question, notamment entre Tony Blair et Lionel Jospin, à la fois sur “ la pertinence de la notion de classe ” et sur “ les relations avec le pouvoir économique ”. Du côté britannique, il est fait

(16) Gérard Grunberg, Jospin et Blair en lutte sur les classes, *Libération*, 7 septembre 1998

référence à des catégories comme le *business* ou la “ communauté ”, à la distinction entre “ gagnants ” et “ perdants ”, à l’ambition de bâtir un “ nouveau partenariat entre le *New Labour* et les entrepreneurs ”. Du côté français, il est fait référence à une “ alliance entre exclus, classes populaires et classes moyennes ”, dont l’un des objets serait d’opposer un contrepoids au pouvoir du capital.

Ce débat présente ainsi deux caractéristiques : il s’agit davantage de deux démarches parallèles que d’un échange croisé ; il existe une part d’implicite ici et là – sur la pertinence, ou la non-pertinence, de la notion de classes chez Tony Blair ; sur la nature des relations avec le pouvoir économique chez Lionel Jospin.

La deuxième question concerne *le rôle de l’Etat*.

Elle n’est pas spontanément la plus confortable pour les Français tant notre rapport à l’Etat est perçu comme différent de celui de nos partenaires, y compris par nos partenaires. C’est Dennis Mac Shane (17), député proche de Tony Blair, qui rappelle que “ sous les conservateurs, l’Etat régaliens, l’Etat tout puissant, l’Etat qui incarne la volonté de la nation, a été développé comme une force centralisatrice utilisée pour affaiblir la société civile ”. C’est Gerhard Schröder (18) qui précise que, à l’inverse de la France, “ la social-démocratie s’est historiquement construite en luttant contre l’Etat ”. C’est Massimo D’Alema (19) qui explique pourquoi il est impossible pour la gauche italienne de “ parler des services publics avec orgueil ”, comme on peut le faire en France.

(17) Dennis Mac Shane, Troisième voie, la seule issue, *Libération*, 20 novembre 1999

(18) Gerhard Schröder, *Le Monde*, 20 novembre 1999

(19) Massimo D’Alema, *L’Expansion*, Le rôle de l’Etat crée les inégalités, 2 décembre 1999

En dépit de ces décalages, pour la plupart historiques, les socialistes européens considèrent tous comme déterminant pour la gauche de repenser le rôle de l’Etat, précisément parce que la gauche est attachée à l’Etat. Les concepts de “ régulation ”, s’agissant des modes d’intervention, et de “ rénovation ”, s’agissant des modes d’organisation, permettent de se distinguer de la gauche d’hier et des libéraux de toujours. Ils doivent être approfondis.

La troisième question concerne les *inégalités*.

Si la réduction des inégalités fait partie du patrimoine génétique de la gauche, de toutes les gauches, la réflexion européenne sur les inégalités reste inaboutie.

C’est vrai de *l’analyse*, notamment de la nouvelle économie et, par exemple, de la question très lourde posée notamment par Patrick Artus (20) : “ les inégalités, conséquence de la nouvelle structure de l’économie, en sont-elles aussi une condition ? ”.

C’est vrai des *objectifs* : au-delà de la recherche de la seule “ égalité des chances ”, dont semble se contenter Gerhard Schröder (21), le modèle de société défendu par les sociaux-démocrates européens mérite d’être précisé.

C’est vrai des *modalités* : dès lors que chacun reconnaît les limites des leviers traditionnels – accroissement des dépenses publiques et redistribution par l’Etat-providence – la réflexion sur les nouveaux leviers nécessite d’être approfondie.

(20) Patrick Artus, *Challenges*, décembre 1999

(21) Gerhard Schröder, *Le Monde*, 20 novembre 1999 : “ lorsqu’ils devraient parler d’égalité ils devraient penser à l’égalité des chances et pas à l’égalité des résultats ”



Les classes sociales, le rôle de l'Etat, les inégalités, ces trois questions – mais la liste n'est pas exhaustive – sont déterminantes pour la gauche du XXI^e siècle. La première parce qu'elle renvoie à l'analyse de nos sociétés. La deuxième parce qu'elle porte sur l'instrument peut-être le plus important. La troisième parce qu'elle touche certainement à l'identité même du socialisme.

Ce sera l'une des missions de la Fondation Jean-Jaurès que de tenter d'animer ces débats, en France comme en Europe.

Gilles Finchelstein

Délégué général de la Fondation Jean-Jaurès

Le socialisme français et la social-démocratie européenne

Londres, septembre 1999

Version française de la brochure publiée par la Fabian Society, elle-même
issue de l'entretien accordé à la Revue Socialiste.



Une des leçons de ce siècle, pour la social-démocratie, est qu'il n'est sans doute plus possible de la définir comme " *système* ". Système capitaliste, système d'économie planifiée : aujourd'hui, penser et agir en termes de systèmes ne me paraît pas constituer un impératif. Définir à notre tour un nouveau système, non plus. Je ne sais plus ce que serait le socialisme en tant que système. Mais je sais ce que peut être le socialisme en tant qu'ensemble de valeurs, en tant que mouvement social, en tant que pratique politique. Plus qu'un système, la social-démocratie est une façon de réguler la société et de mettre l'économie de marché au service des hommes. Elle est une inspiration, un mode d'être, une façon d'agir, une référence constante à des valeurs à la fois démocratiques et sociales.

“ La social-démocratie est une façon de réguler la société et de mettre l'économie de marché au service des hommes. Être socialiste, c'est affirmer qu'il existe un primat du politique sur l'économique. ”

Ainsi, nous acceptons l'économie de marché car c'est la façon la plus efficace – à condition qu'elle soit régulée et encadrée – d'allouer les ressources, de stimuler l'initiative, de récompenser le travail et l'effort. En revanche, nous refusons “ *la société de marché* ”, car si le marché produit des richesses, il ne produit en soi ni solidarité, ni valeurs, ni projet, ni sens. Parce que la société ne se résume pas à un échange de marchandises, le marché ne peut être son seul animateur. Nous ne sommes donc pas des “ *libéraux de gauche* ”. Nous sommes des socialistes. Et être socialiste, c'est affirmer qu'il existe un primat du politique sur l'économique. C'est ce que j'ai fait, avec force, et à plusieurs reprises, depuis deux ans.

Avec cette conviction à l'esprit, je voudrais, dans les pages qui suivent, donner mon analyse de la situation actuelle de la social-démocratie européenne. Puis je présenterai le socialisme français, tourné vers la modernité.

I - La social-démocratie européenne est plurielle.

1. La social-démocratie a traversé une période historique difficile.

Si l'on se fie à l'expression du suffrage universel au cours des deux dernières années, c'est l'actualité de la social-démocratie et non sa crise ⁽¹⁾ qui nous frappe. Notre famille de pensée a connu des victoires en Italie, puis en Grande-Bretagne, en France et enfin en Allemagne. La social-démocratie est aujourd'hui au pouvoir dans la plupart des pays de l'Union.

Il n'en est pas moins vrai, si l'on regarde les choses avec un peu de recul, que la social-démocratie a traversé une période historique difficile. Elle puisait une part notable de son identité politique dans une double opposition : au communisme d'Etat soviétique, au capitalisme américain. Avec l'effondrement du monde bipolaire de la guerre froide, cette double opposition s'est évanouie.

En effet, le socialisme est né, puis s'est construit et développé contre le capitalisme de la société industrielle – celui de l'exploitation ouvrière massive et du monde des fabriques. Il incarnait la volonté de contrer – en tout cas de tempérer – un développement industriel capitaliste. Par la suite, des cassures au sein de ce socialisme se sont produites dans un certain nombre de pays, tant pour des raisons propres à la lutte entre capitalisme et socialisme,

(1) Voir sur le sujet, *L'utopie socialisme européen au XXe siècle*, Alain Bergounioux et Gérard Grumberg, Paris, éditions de Fallois 1996 et plus particulièrement la quatrième partie : *Les défis contemporains*. *La Gauche en Europe depuis 1945. Invariance et mutations du socialisme européen*, Mar Lazar, Paris, PUF, 1996. *Véritable socialisme européen ?* Gérard Grumberg, Hachette, 199

qu'en raison des conflits existant entre nationalismes. La principale cassure fut bien sûr la révolution bolchevique de 1917 en Russie. Le socialisme démocratique a vu alors surgir un "frère" qui semblait plus puissant, plus déterminé, mieux adapté à une période historique extraordinairement violente et convulsive. Il accaparait un langage scientifique déduit du marxisme comme une doctrine, comportant l'assurance du dogme et de la vérité. Il s'adossait à la détermination d'une organisation totalement disciplinée. Face à lui, la social-démocratie apparaissait molle et peu adaptée aux temps de crise. Elle a pourtant survécu avec la démocratie et le capitalisme. Peut-être, finalement, dans le capitalisme, alors que le communisme d'Etat s'effondrait, en tout cas en Europe. Cet "entre-deux"⁽²⁾ social-démocrate d'un demi-siècle n'a plus aucun sens aujourd'hui.

Mais la social-démocratie n'est pas qu'un moment historiquement ancré. Elle ne disparaît pas avec les conditions historiques qui l'ont aidé – indiscutablement – à se structurer. Plus fondamentalement, la social-démocratie se trouve tellement imbriquée dans la société industrielle et démocratique qu'il était naturel que la crise de l'une corresponde aux difficultés traversées par la seconde. La crise économique, avec l'affaissement du modèle fordiste de croissance. La crise sociale, avec les difficultés grandissantes de l'Etat-Providence. Une certaine crise idéologique enfin, puisque nos valeurs – en particulier l'égalité – se sont trouvées contestées et remises en cause par l'écho rencon-

(2) Sur cette thématique de "l'entre-deux", lire *De la démocratie française, essai sur le socialisme*, Marc Sadoun, Gallimard, 1993 et plus particulièrement la deuxième partie : "les logiques de l'entre-deux".

tré, au cours des deux dernières décennies, par l'idéologie libérale.

Dans les années 80, en effet, la droite semblait incarner une modernité – fût-elle rude, voire impitoyable pour les plus faibles – et une forme de radicalité. Aujourd'hui, ce dynamisme idéologique imprègne à nouveau la social-démocratie. Ses termes ne sont pas les mêmes selon qu'ils sont formulés par Tony Blair ou par d'autres, dont je suis.

Je pense que la crise de la social-démocratie est en partie derrière nous. Les illusions de la vague libérale sont retombées. La social-démocratie a su renouveler ses dirigeants et a commencé de refonder son identité politique. Ce travail est loin d'être achevé, mais il est en cours et je suis confiant. Une partie de ce travail est menée à l'échelle européenne. Et c'est logique, car le socialisme est une idée européenne, née en Europe, façonnée par des penseurs européens.

2. La social-démocratie doit continuer à se construire à l'échelle européenne.

Les représentants des partis socialistes et sociaux-démocrates de l'Union se sont réunis à Vienne et à Milan⁽³⁾. Ils ont défini puis adopté 21 engagements qui témoignent de cet effort de refondation. Notre projet embrasse :

- une Europe de l'emploi, donnant la priorité à la croissance, au développement des nouvelles tech-

(3) En septembre 1998, mandaté par le Conseil, le ministre des affaires étrangères britannique, et à H. Nallet, Secrétaire national aux questions européennes, de préparer le manifeste du parti des socialistes européens. Après la réunion des Leaders du PSE à Vienne les 29 et 30 janvier 1999, le manifeste a été adopté à l'unanimité par le Congrès du PSE les 1^{er} et 2^{ème} mai à Milan. *Manifeste pour les élections européennes de juin 1999*, l'Handbook des socialistes, 12 mars 1999.

nologies, agissant de façon ciblée sur les publics les plus touchés par le chômage ;

- une Europe sociale, car c'est la vocation de l'Europe de conforter le modèle social sur lequel elle a bâti sa prospérité économique ;

- une Europe démocratique, qui assure une égalité réelle entre les femmes et les hommes, qui lutte sans compromis contre le racisme et la xénophobie, dont les institutions soient un exemple de transparence, de responsabilité politique et de démocratie ;

- une Europe forte, de sa diversité culturelle comme d'un modèle de développement économique durable qui respecte l'environnement. C'est-à-dire, aussi, une Europe parlant d'une même voix dans le monde, qu'il s'agisse de l'indispensable régulation du capitalisme mondial comme du maintien de la paix et de l'affirmation du droit dans un système multilatéral.

On retrouve, dans ce projet, toutes les valeurs qui sont à la source du socialisme : la citoyenneté, la justice sociale, la démocratie, la maîtrise de la destinée collective, la volonté de progrès – et de

contrôle de ce progrès –, l'ouverture sur le monde – mais un monde multipolaire. Sur ce point, la logique démocratique qui existe au niveau national doit être projetée à l'échelle mondiale. Il ne peut pas y avoir une " *super-puissance* " imposant sa vision au monde. Les tentations unilaté-

“ On retrouve, dans le manifeste du PSE, toutes les valeurs qui sont à la source du socialisme : citoyenneté, justice sociale, démocratie, maîtrise de la destinée collective, volonté de progrès. ”

ralistes doivent être combattues. Non seulement parce qu'elles heurtent nos intérêts nationaux ou des intérêts européens, mais parce que elles ne sont pas compatibles avec une conception équilibrée du monde. Nous devons organiser un monde multipolaire. La régulation mondiale ne peut être définie que par des organismes émanant de la communauté internationale, fonctionnant selon des règles, et dans lesquels chaque Etat est égal en droit.

Ainsi, ce Manifeste souligne que les Partis socialistes européens – contrairement à toutes les autres forces politiques – sont capables de définir 21 principes, 21 orientations, 21 propositions qui structurent leur approche de la construction européenne. C'est là un effort significatif en dépit, sans doute, du caractère quelque peu général du texte. Cela traduit également le fonctionnement démocratique des formations de gauche, à la différence des partis de droite. En France, en particulier, mais ailleurs aussi en Europe, soit la droite reste dirigée d'en haut, par un chef, dans une verticalité à sens unique ; soit elle s'exprime dans une horizontalité désordonnée, par des partis que disperse la multiplicité des notables. A l'inverse, un mouvement de bas en haut et de haut en bas – alternatif – de formulation, de contrôle et de critique, caractéristique de la démocratie, se diffuse dans l'ensemble des partis de gauche. Plus largement, le Manifeste du PSE participe de notre habitude de l'échange et de notre internationalisme.

3. Chacune des forces sociales-démocrates est indissociable de sa propre réalité nationale.

Les sociaux-démocrates seront d'autant plus forts qu'ils travailleront de concert à l'échelle européenne. Mais à une condition. Ils doivent comprendre que les réalités nationales, les histoires propres, les références idéologiques, les paysages politiques tels qu'ils sont constitués, doivent absolument être pris en compte et préservés. C'est là une des conclusions que je tirerai des débats en cours au sein de la social-démocratie européenne. Les spécificités nationales sont souvent négligées par les observateurs. Elles doivent toujours être prises en compte par les responsables politiques.

Par exemple, la Grande-Bretagne a toujours été plus "mondialisée" que la France. C'est elle qui a inventé le libre échange et l'a fait vivre – tout en sachant manier, quand ses intérêts l'exigeaient, la préférence impériale... La révolution thatchérienne a, sans doute, rogné des valeurs, des sensibilités qui subsistent en France.

Accéder au pouvoir au sortir de l'expérience Thatcher n'a pas la même signification que gouverner après MM. Balladur et Juppé. Et puis, notre paysage politique est très différent. Que la majorité absolue revienne à un seul parti ou à une coalition de cinq

“ Les sociaux-démocrates doivent comprendre que les réalités nationales, les histoires propres, les références idéologiques, les paysages politiques doivent absolument être pris en compte et préservés.”

formations, comme c'est le cas en France, définit des conditions politiques bien distinctes.

Dans ce sens, s'interroger sur "la bonne voie", ou choisir entre "la voie blairienne", "la voie schrö-drienne", "la voie jospinienne", ne me paraît pas avoir grand sens. De ce point de vue, je ne saurais pas très bien définir ce qu'est "la troisième voie". Si la "troisième voie" (4) se situe entre le communisme et le capitalisme, alors elle n'est qu'une nouvelle appellation, propre aux Britanniques, du socialisme démocratique. Ce qui ne veut pas dire qu'en France nous pensons à l'identique. Si, en revanche, elle veut s'intercaler entre la social-démocratie et le libéralisme, alors je ne la reprends pas à mon compte. Là encore, "l'entre-deux" n'est pas nécessaire. Je crois, en réalité, que la "troisième voie" est la forme nationale qu'a pris, au Royaume-Uni, le travail de refondation théorique et politique entrepris par toutes les forces socialistes ou sociales-démocrates à travers l'Europe.

Pour leur part, les socialistes français ont traversé de façon singulière la crise de la social-démocratie européenne. En son sein, en effet, nous occupons une place particulière. Il n'y a jamais eu en France de parti de masse, sauf en termes d'électeurs. Il n'y a pas eu chez nous de fusion avec le monde syndical et les syndicats sont faibles et divisés. Qui plus est, le Parti socialiste évolue dans un système institutionnel – la Cinquième République – où domine le présidentielisme, alors que la social-démocratie va souvent de pair avec le parlemen-

(4) Sur la "troisième voie", la bibliographie désormais conséquente : se reportera avec profit à la brochure de Tony Blair publiée par la Fabian society (*The third way* pamphlet n°588, 1998), ainsi qu'aux analyses publiées par la Revue socialiste n°1, printemps 1999.

« Nous formons une social-démocratie beaucoup plus « politique » que « sociale ». Cela nous a permis, au moment où la social-démocratie est entrée dans la crise, d'être plus réactifs. Nous étions peut-être moins solides, mais aussi moins « lestés ». »

tarisme classique. Enfin, nous n'avons pas de tradition forte de négociation et de dialogue social. Et c'est pourquoi il faut travailler en ce sens. Nous formons ainsi une social-démocratie beaucoup plus "*politique*" que "*sociale*". Nous pouvons connaître des succès électoraux de grande ampleur, puis des retombées très importantes, car nos assises

sociologiques sont peut-être plus faibles qu'elles ne le sont ailleurs.

Longtemps cette situation a été ressentie par beaucoup comme une faiblesse, un handicap, une "*anomalie*" française. Mais cela nous a permis, peut-être, au moment où la social-démocratie est entrée dans la crise, d'être plus réactifs. De disposer d'une capacité de rebond plus forte. Nous étions peut-être moins solides, mais aussi moins "*lestés*". Je crois que nous en avons fait récemment la preuve. Après une défaite très sévère aux élections législatives de 1993, nous avons réussi à faire bonne figure à l'élection présidentielle de 1995, à reconstruire un parti unifié, à gagner des élections législatives anticipées en 1997, puis les élections régionales en 1998, puis les élections européennes du 13 juin 1999.

Je veux souligner que nous n'avons pas retrouvé seuls cette capacité d'entraînement. Nous avons rebondi grâce, en partie, à un système de coali-

tion : la majorité plurielle, dans laquelle le Parti communiste et les Verts constituent des composantes essentielles, aux côtés du Parti radical de gauche et du Mouvement des citoyens. Ce concept de gauche plurielle rencontre la bienveillance des Français. Il me semble mieux adapté que le terme exclusif de social-démocratie. Et nous avons gouverné de façon nouvelle, à la fois fidèles à nos valeurs, respectueux de nos engagements et modernes dans notre approche et notre méthode. Naturellement, il n'y a pas de modèle "*jospinien*"; mais j'ai joué mon rôle dans ce moment très français de reconstruction politique de la gauche.

« Naturellement, il n'y a pas de modèle « jospinien » ; mais nous avons gouverné de façon nouvelle, à la fois fidèles à nos valeurs, respectueux de nos engagements et modernes dans notre approche et notre méthode. »

II - Le socialisme français est tourné vers la modernité.

En France, depuis un peu plus de deux années, le gouvernement travaille à faire émerger une modernité maîtrisée. Nous disons oui à la modernité. Mais une modernité collectivement construite. Une modernité qui respecte les caractères de notre nation. Une modernité acceptée car acceptable par tous les citoyens. Elle se fonde sur :

- la maîtrise de la politique économique dans un monde globalisé ;
- la lutte déterminée contre le chômage par la croissance, la réduction négociée du temps de travail à 35 heures par semaine et un vaste plan pour l'emploi des jeunes ;
- la poursuite du progrès social, par exemple grâce à la loi contre les exclusions et à la couverture maladie universelle ;
- et la conquête de la modernité sociétale et politique.

Ce dernier point est important. La social-démocratie ne saurait se limiter à un néo-keynésianisme économique. Elle doit avancer sur le terrain – large – de la modernité. C'est ce que nous faisons. Nous organisons la parité femme-homme dans notre vie démocratique. Nous réformons la Justice. Nous allons limiter le cumul des mandats et démocratiser la deuxième chambre. Grâce au PACS, nous allons reconnaître des droits administratifs et

sociaux à tous les couples, quel que soit le sexe des individus qui le composent. Cette modernité est un élément essentiel de notre identité.

En France, malgré des insuffisances, des erreurs, des contradictions, il faut donc bien constater que le projet et le mou-

vement sont revenus à gauche. La droite française est incroyablement dépourvue de l'un comme de l'autre. Faute de pouvoir être présente dans le champ politique de façon efficace et unie, elle aurait pu pourtant défricher le champ de la proposition et des idées. Mais la pensée de la droite se contente de caricaturer la nôtre. La droite ne produit pas une pensée qui lui soit propre. Dans l'outrance et la mauvaise foi, elle se borne à se définir par rapport à notre pensée politique.

La rénovation de la pensée socialiste s'organise autour de trois convictions, qui sont autant de principes d'actions :

- l'invention constante d'une juste articulation entre les fins et les moyens, qui permet un vrai réformisme ;
- l'indispensable régulation du capitalisme a besoin du volontarisme de la puissance publique ;
- il est possible de réunir les classes sociales autour de l'égalité des chances.

“ Le projet et le mouvement sont revenus à gauche. La droite française est incroyablement dépourvue de l'un comme de l'autre, elle ne produit pas une pensée, elle se borne à se définir par rapport à notre pensée politique. ”

1. L'invention constante d'une juste articulation entre les fins et les moyens permet un vrai réformisme.

Nos valeurs restent fondamentalement les mêmes : justice, liberté, maîtrise collective de notre destinée, épanouissement de l'individu sans négation des réalités collectives, volonté de progrès. Toutefois, nous devons servir ces idées par d'autres moyens que ceux que nous utilisions il y a quinze ans. Notre environnement a évolué. Et il faut s'habituer à ce qu'il change plus vite. C'est pourquoi nous devons rechercher la meilleure cohérence entre nos fins et nos moyens. Sans relâche.

En août 1998, lors de l'université d'été du Parti socialiste, à La Rochelle, je m'étais livré à une réflexion sur cette nouvelle cohérence. En particulier, je m'étais référé, pour en faire une critique, à deux slogans de l'histoire socialiste. L'un fut émis par Bernstein en 1902 (5) : “ *la fin n'est rien, le mouvement est tout* ”. Je crois, pour ma part, que des références, des objectifs, donc des “ *fins* ” sont nécessaires. On ne peut se référer exclusivement au mouvement. L'autre est de tradition léniniste : “ *la fin justifie les moyens* ”. Il a conduit une partie de ce siècle au désastre.

Pour moi, le socialisme démocratique est, au contraire, l'invention constante d'une juste articulation entre les fins et les moyens. Aujourd'hui, ce sont nos valeurs qui fondent notre identité politique plus que les moyens nécessaires pour les atteindre.

Pendant longtemps, on a défini le socialisme par l'appropriation collective des moyens de production. Cela n'a plus le même sens aujourd'hui. Ainsi, notre politique industrielle a dépassé la question de la nature de la propriété des moyens de production. On peut certes justifier l'appropriation publique dans un certain nombre de secteurs touchant soit à la sécurité nationale, soit à la nécessité de servir par le service public des objectifs ne pouvant être pris en compte par le marché. Mais la défense de l'intérêt national – notamment dans des industries de pointe ou stratégiques – et la lutte pour l'emploi peuvent justifier des alliances industrielles avec des entreprises privées françaises ou étrangères, en particulier européennes. Je n'entends pas bloquer ces alliances au nom de l'appropriation collective des moyens de production, c'est-à-dire de la majorité publique du capital. Si je le faisais, cela se retournerait contre nous, contre les salariés de ces entreprises et contre les Français. Car ces alliances sont justifiées aux plans politique et économique. Ce qui compte, pour moi, en l'occurrence, ce sont les fins de la politique industrielle (6) que nous conduisons : l'emploi, la croissance, la puissance économique et industrielle de nos entreprises, la place de la France. Si défendre ces objectifs nécessite d'ouvrir le capital d'une entreprise publique, voire de la privatiser, alors nous y consentons. Cette démarche politique est forte et bien comprise par nos concitoyens parce que cohérente.

Dans ce champ comme dans d'autres, cette nouvelle cohérence, fondée sur une juste articulation

(5) En 1890, les thèses d'Edouard Bernstein furent réunies dans un ouvrage, sous le titre *Les présupposés du socialisme et les tâches de la social-démocratie*. Ce fut la première démarche, issue de la social-démocratie, qui mis en cause le marxisme, base doctrinale de la social-démocratie.

(6) Sur la politique industrielle française, se reporter à *La nouvelle politique industrielle*, Dominique Strauss-Kahn, La Revue Socialiste n°1, printemps 1998.

“ Je n’oppose pas réforme et ambition. Je veux être un constructeur d’utopies réalistes. ”

des fins et des moyens, est notre façon de fonder un vrai réformisme moderne. Nous ne sommes plus obligés, pour justifier notre action, d’utiliser la phraséologie révolutionnaire ou même la métaphore de la rupture.

Pour autant, la réforme ne sonne pas le glas de l’utopie. Nous ne sommes pas des “ *briseurs de rêves* ”. On peut rêver son avenir, tout en gardant les pieds sur terre et en voulant maîtriser son destin. Je veux être un constructeur d’utopies réalistes. Je n’oppose pas réforme et ambition. Parce qu’il respecte les rythmes de notre société et qu’il incorpore une dimension – essentielle – de concertation, le réformisme est le moyen le plus efficace de traduire en actes un projet politique. De donner vie à nos convictions. Mais nous mettons la réforme au service de la transformation sociale. Dans ce sens, nous réhabilitons l’idée même de réforme, qui a été dévoyée par la droite. Pour celle-ci, réformer, c’est démanteler le service public, réduire la protection sociale, remettre en cause les acquis de décennies de progrès. Pour nous, au contraire, fidèles à notre histoire, la réforme reste

“ Le réformisme est le moyen le plus efficace de traduire en actes un projet politique, de donner vie à nos convictions, au service de la transformation sociale. ”

synonyme de progrès. Elle est donc plus que jamais nécessaire aujourd’hui.

2. L’indispensable régulation du capitalisme appelle le volontarisme de l’Etat.

Un grand historien français, Fernand Braudel, avait ramassé en un court essai des décennies de recherches sur “ *la civilisation matérielle* ” (7). Il lui avait choisi pour titre *La dynamique du capitalisme*. Par sa souplesse, sa plasticité, le capitalisme est en effet une dynamique, une force. Mais c’est une force qui ne produit, par elle-même, ni direction, ni projet, ni sens – autant d’éléments indispensables à une société. Le capitalisme est une force qui va, mais qui ne sait pas où elle va.

Ce double trait du capitalisme est d’autant plus prononcé aujourd’hui que la financiarisation de l’économie et son “ *informatisation* ” – au sens de la circulation accélérée de l’information – ont introduit une rupture entre les mouvements financiers et les mouvements propres à la production ou aux réalités sociales. Les premiers semblent aller à la vitesse de la lumière. Les seconds vont, si j’ose dire, même s’ils vont encore moins vite, à la vitesse du son. Dans un cas, il y a une fluidité absolue et une instantanéité extrême. Dans l’autre, il y a une viscosité, une lenteur inévitable, puisqu’il s’agit de réalités matérielles et sociales animées par des hommes. La différence entre ces deux rythmes est un élément technique fort de rupture et de désaccord. Les mouvements financiers vont trop vite par rapport au rythme réel de l’économie. C’est pourquoi il faut réguler cette financiarisation et redon-

(7) *Civilisation matérielle, économie et capitalisme : XV^e-XVIII^e siècles* (3 volumes) Fernand Braudel, Paris Librairie générale Française, 1979

ner du sens à ces échanges. La production de richesses doit répondre à des finalités humaines.

Dans cette perspective, la crise financière qui a traversé le monde en septembre et octobre 1998 a au moins une conséquence positive. Elle a cassé la double prétention du libéralisme. La première, pour les libéraux optimistes, selon laquelle la libre organisation des forces du marché, y compris dans ses dimensions financières, était la meilleure façon de faire fonctionner l'économie mondiale. La seconde, pour les libéraux pessimistes, énonçant qu'il fallait subir cette mondialisation sans espérer la contrôler. La crise en Asie a souligné, au contraire, l'obligation d'un questionnement quant au modèle de développement choisi par certains pays. Elle a mis au grand jour la nécessité d'une régulation du capitalisme, afin que le système ne soit pas emporté par ses mécanismes – dits “ *naturels* ”. L'idée d'une maîtrise collective de l'avenir, au plan national comme au plan international, a été réactualisée par la crise de l'automne.

Dans ce cadre, nous devons faire une distinction. Il y a, d'une part, le retour d'un capitalisme financier. Celui-ci veut nous ramener, dans un tout autre contexte, aux sources libérales du XIX^{ème} siècle, caractérisées par la volonté d'une fluidité complète des variables économiques : prix, taux d'intérêt, taux de change, mouvements des capitaux, voire des facteurs de production avec le phénomène des délocalisations. Et il y a, d'autre part, les dimensions technologique, culturelle et politique de la mon-

dialisation. Celle-ci, contradictoirement, s'accompagne d'ailleurs d'une certaine fragmentation de l'espace avec la création de blocs économiques comme l'Union européenne ou l'ALENA. Elle provoque la résurgence de questions identitaires au sein de chacune des nations.

Face à ces questions, nous adoptons une démarche raisonnée, à la fois lucide et volontariste. Nous reconnaissons et assumons pleinement la mondialisation. Mais elle ne constitue pas, pour nous, une fatalité objective. Elle est elle-même une construction des hommes. Nous voulons produire une régulation du capitalisme et de l'économie mondiale. Nous pensons que c'est en nous appuyant sur l'Europe – mieux : sur une Europe d'inspiration sociale-démocrate – que nous pourrions réussir cette régulation, que ce soit sur les terrains de la finance, du commerce ou de l'information. Nous devons nous battre pour redonner, par exemple, son rôle au F.M.I. Tel est le sens du mémorandum transmis, à l'automne dernier, à nos partenaires européens. Le gouvernement français a fait des propositions pour repenser l'architecture du système financier international autour des thèmes de l'efficacité, de la transparence, de la régulation prudentielle et de la responsabilisation des institutions multilatérales comme du secteur privé. Nous devons aussi combattre l'unilatéralisme au sein de l'O.M.C. Il nous faut créer des régulations dans les nouveaux réseaux comme Internet. Ainsi, nous pouvons peser sur la mondialisation et en maîtriser le cours au bénéfice de nos sociétés.

Dans le même temps, pour nous inscrire positivement dans ce mouvement, nous devons ne pas oublier la permanence de la Nation. Les questions politiques liées au thème de l'identité s'aiguisent sous l'effet de la globalisation et de la politique européenne. Aujourd'hui, savoir ce qu'est la France, ce qu'est la Nation, ce que veut dire, à l'intérieur de notre nation, vivre ensemble – selon quelles règles, quelles valeurs communes –, ce que peut être l'Europe, comment elle doit s'articuler avec la Nation : voilà des sujets que nous devons approfondir. Des réponses que nous y apportons et apporterons dépendront des victoires ou des défaites, tant sur le plan des idées que sur les plans politique et électoral.

Les spécificités, les caractéristiques de notre peuple, notre histoire propre, nos formes d'organisation, ne doivent pas être niées dans ce monde nouveau. Un bon exemple en est donné par le débat que nous avons eu, en France, sur la directive européenne relative à l'électricité. Cette directive nous obligeait à ouvrir ce secteur à la concurrence. Nous l'avons fait. Mais nous avons répondu à cette exigence en tenant compte d'une certaine réalité française. Réalité économique, avec le poids d'Electricité de France. Institutionnelle, avec l'idée d'un service public. Et réalité syndicale et politique, qui imposait de moduler cette transposition.

Ainsi, je veux échapper à l'alternative simpliste que l'on nous présente comme indépassable : l'immobilisme ou le fatalisme. Pour moi, le choix est

clair. S'adapter à la réalité : oui. Se résigner à un modèle capitaliste prétendument naturel : non.

Cette adaptation maîtrisée à la réalité confère une responsabilité particulière à l'Etat. Sans se substituer aux autres acteurs de la société, l'Etat peut donner les impulsions nécessaires. Il est le seul à même, souvent, de lever les verrous archaïques qui bloquent les évolutions souhaitées par la société. Cette démarche, c'est ce que nous appelons le volontarisme.

Le volontarisme est nécessaire, au premier chef, dans la conduite de la politique économique. Nous avons fait – avec succès – le pari de la croissance avec un développement de la demande et la mise en œuvre de politiques volontaristes : emplois jeunes, passage négocié aux 35 heures. Ainsi, nous avons contribué à la confiance des acteurs économiques et à la croissance. Celle-ci a atteint en 1998, avec 3,2 %, le plus haut niveau depuis 1990. La France est devenue la locomotive de la croissance en Europe.

Ce volontarisme s'inscrit dans la modernité. C'est un équilibre coopératif, n'opposant pas Etat et marché, qu'il faut rechercher. Une nouvelle alliance.

On décrit traditionnellement les sociaux-démocrates comme des redistributeurs. Et il est vrai que

“ Il faut échapper à l'alternative simpliste : immobilisme ou fatalisme. Pour moi, le choix est clair. S'adapter à la réalité : oui. Se résigner à un modèle capitaliste prétendument naturel : non. ”

“ L’impératif de solidarité qui est au cœur de la redistribution demeure. C’est pourquoi nous avons renoué, avec l’Etat investisseur et l’Etat régalien. ”

nous restons attachés aux principes de l’Etat-providence – même si, là aussi, des réformes sont nécessaires –, à la lutte contre les inégalités, aux mesures de protection des travailleurs. Mais cet attachement à la redis-

tribution n’est pas exclusif.

Nous devons également nous préoccuper des conditions de la production. D’abord parce que la production précède et permet la redistribution. Avant de redistribuer les fruits de la croissance économique, il faut qu’il y ait croissance et donc production. De plus, la nouvelle donne du capitalisme mondial nous conduit à veiller à la compétitivité de notre appareil productif. C’est dans cet esprit que l’Etat s’engage dans une politique industrielle vigoureuse, par des restructurations et la constitution de groupes industriels de taille mondiale. Cette dimension de l’Etat me semble l’héritière du “ colbertisme ”, dont elle montre qu’il ne doit pas disparaître puisqu’il garde une utilité dans un monde où l’investissement productif fait la différence. Cette dimension est adaptée à notre temps et donc ouverte sur le monde.

Ce faisant, nous retournons aux sources intellectuelles du socialisme. Saint-Simon et les saint-simoniens, les socialistes utopistes, dont Proudhon, et enfin Marx : tous les premiers socialistes ont en effet concentré leurs réflexions sur la production des richesses. Sur la façon la plus juste et la plus efficace de créer ces richesses. Ce n’est que plus

tard – avec Keynes et Beveridge – que la redistribution est devenue le principal enjeu pour la gauche. Production, redistribution : aujourd’hui, nous devons tenir les deux bouts de la chaîne. L’impératif de solidarité qui est au cœur de la redistribution demeure. L’attention que nous portons à la production doit permettre de mieux le servir. C’est pourquoi nous avons renoué, je crois, avec deux autres conceptions de l’Etat. Celle de l’Etat investisseur et celle de l’Etat régalien.

La dimension de “ l’Etat-schumpétérien ” (8) est en effet fondamentale. Au cœur de sa théorie de la croissance, l’économiste autrichien plaçait l’innovation et l’entrepreneur. Dans l’économie de marché de cette fin de siècle, marquée par une révolution technologique et une globalisation des échanges, l’innovation revient aussi à l’Etat.

• Un Etat stratège, qui cible son effort sur les sources à venir de croissance et donne les impulsions nécessaires. Ainsi, d’entrée de jeu, notre gouvernement a apporté un soutien essentiel au développement des nouvelles technologies de l’information et de la communication. Car leur essor, en France, ne se faisait pas spontanément. Les entreprises hésitaient à s’engager et notre pays creusait son retard. Par notre volontarisme, sans nous substituer aux acteurs en présence, nous avons facilité

(8) Schumpeter Joseph (1883-1950). Entremêla jusqu’en 1924 sa vie universitaire avec les responsabilités publiques (Commission des “ socialisations ” à Berlin, ministre des finances à Vienne) et privées (avocat au Caire, président de banque à Vienne). A partir de 1925, il consacra sa vie au professorat à Bonn (1925-1932) puis à Harvard (1932-1950). Il fait référence à l’ensemble de la dynamique du cycle économique sur le concept d’innovation. Pour lui, l’innovation, élément permanent du système capitaliste, explique l’alternance cyclique des phases de prospérité et de dépression. *Théorie de l’évolution économique* (1912), *Business Cycles : a Theoretical, Historical and Statistical Analysis of the Capitalist Process* (1939), *Capitalism, Socialism and Democracy* (1942), *History of Economic Analysis* (inachevée publiée à titre posthume en 1954).

té la production de nouveaux services, la création d'entreprises et donc d'emplois – selon un rythme élevé et qui va croissant.

- Un Etat investisseur, ensuite, assumant pleinement sa responsabilité dans l'amélioration des infrastructures, des équipements, des communications, de l'éducation, de la recherche – tout ce qui concourt à cette innovation et à la croissance.

- Un Etat “ *facilitateur* ”, enfin, travaillant à la qualité de l'environnement des entreprises.

L'Etat régalien constitue une autre exigence. A la différence de la droite, qui porte une vision réductrice des missions régaliennes de l'Etat, nous pensons qu'au nombre de celles-ci figure la garantie du respect des règles nécessaires au bon fonctionnement de l'économie de marché. Nous y veillons concrètement en définissant des règles qui contribuent à l'efficacité de l'économie. En témoignent nos travaux sur les marchés des capitaux ou les tribunaux de commerce.

A travers la conjugaison de ces trois conceptions, nous permettons à l'Etat de rappeler que l'économie est avant tout au service de la collectivité humaine dans son ensemble.

3. Il est possible de réunir les classes sociales autour de l'égalité des chances.

Etre socialiste, c'est bâtir une société plus juste. Etre socialiste, c'est donc s'efforcer de réduire les inégalités. Non les différences qui relèvent de la diversité individuelle des talents, mais les inégalités qui ont une dimension sociologique. Nous avons vocation à rendre la société moins dure aux faibles et plus exigeante à l'égard des puissants.

L'Etat-providence y contribue. Alors qu'il traverse une crise, nous devons le réformer. Mais nous refusons de le démanteler.

L'Etat-providence est le fruit de combats anciens dans lesquels la gauche a eu la plus grande part. Cela marque notre conscience, ainsi qu'en témoigne l'utilisation du mot “ *providence* ”, beaucoup plus fort que “ *Welfare* ”. Ainsi s'exprime l'idée que le destin et la fatalité peuvent être modifiés, voire remplacés, par une incarnation humaine et collective qu'est l'Etat démocratique et social. S'il faut réformer cet Etat-providence, on ne peut le faire en rompant avec cette tradition.

L'Etat-providence a été ébranlé par le chômage de masse depuis deux décennies, par les mutations du travail – dans le sens d'une mobilité et d'une précarité plus grandes. D'autres

“ Etre socialiste, c'est s'efforcer de réduire les inégalités. Non les différences qui relèvent de la diversité individuelle des talents, mais les inégalités qui ont une dimension sociologique. ”

(9) *L'utopie à l'épreuve...*, Alain Bergounioux, Gérard Grumberg, *op. cit.*, p. 323.

phénomènes ont joué. Démographiques : l'allongement de la durée de la vie. Technologiques : le progrès des soins, et donc la hausse de leur coût. Idéologiques, aussi : une certaine crise de l'égalité (9), de plus en plus perçue comme un nivellement au détriment de la liberté – liberté qu'il nous faut aussi prendre en compte en tant que socialistes démocratiques.

Il faut donc être capables de faire évoluer l'Etat-providence en conjuguant volontarisme et concertation. C'est ce que nous faisons, par exemple, en matière de maîtrise des dépenses de santé. Nous essayons de réformer les structures : informatisation, mise en place de réseaux de soins, rationalisation de l'usage des médicaments. Mais aussi les dimensions contractuelles : consultation et recherche d'accords avec les acteurs du système de santé. De même, la couverture médicale universelle est le témoignage de notre volonté pratique de réduire les inégalités. Elle permettra à des millions de nos concitoyens de se soigner mieux et plus tôt.

Le même équilibre est nécessaire dans la réforme des retraites. Il faut à la fois préserver nos valeurs et ne pas nier les réalités. Défendre la retraite par répartition, notamment par un fonds de réserve, est indispensable : elle est le fondement de la cohésion nationale, *via* la solidarité entre les générations. Dans le même temps, nous menons une réflexion pour associer des formes d'épargne nouvelle à ce système – sans le déséquilibrer.

Par-delà l'Etat-providence, au plan économique et social, nous agissons pour l'emploi et contre la précarité. La loi de lutte contre les exclusions est un des textes phares du Gouvernement. Pour celles et ceux qui restent bien intégrés à la société mais qui connaissent des situations difficiles, les mesures de réforme fiscale que nous avons commencé de prendre vont toutes dans le sens d'une égalité plus grande. Elles amorcent un rééquilibrage nécessaire entre le capital et le travail.

Mais c'est contre toutes les facettes de l'inégalité que nous luttons. Pas seulement sa dimension sociale. Aujourd'hui, la social-démocratie doit se souvenir qu'elle s'est développée par rapport à la "*question sociale*" et, en même temps, doit être capable de la dépasser. Il faut prendre en compte des inégalités nouvelles. Inégalités dans le profit tiré des grands services publics – éducation, culture. Inégalités par rapport à la sécurité. Inégalités géographiques – d'où l'importance de notre politique d'aménagement du territoire. Nous devons agir avec un effort particulier quand se cumulent des inégalités de revenu et de patrimoine avec des inégalités dans l'accès au logement, à la santé, à l'information, à l'exercice de la citoyenneté, ou encore avec l'inégalité entre les sexes. Cette prise en compte globale de l'inégalité appelle une politique qui dépasse le ressort traditionnel de la seule redistribution. Si la fiscalité et l'Etat-providence

“ Si la fiscalité et l'Etat-providence permettent ex post, de tendre vers une égalité plus grande, c'est ex ante que nous devons prévenir l'aggravation de l'inégalité selon une seule et même exigence : réaliser l'égalité des chances. ”

permettent, *ex post*, de tendre vers une égalité plus grande, c'est *ex ante* que nous devons prévenir l'aggravation de l'inégalité – selon une seule et même exigence : réaliser l'égalité des chances.

Autour de cette exigence, nous devons rassembler les couches moyennes et les “ *laissés-pour-compte* ”. Le Parti socialiste est un parti interclassiste (10).

Notre base sociologique n'est ni homogène ni étroite ; elle a connu renouvellement

et extension. C'est pourquoi nous devons trouver le meilleur arbitrage entre couches sociales. Celles qui se satisfont plutôt de la société actuelle et ne veulent pas être pénalisées par le “ *coût* ” d'un surcroît d'égalité. Celles pour qui la notion d'égalité et son approfondissement concret sont fondamentaux.

C'est un débat philosophique et politique très important. La réponse des socialistes est, selon moi, de “ *réconcilier* ” les classes moyennes et populaires dont les intérêts peuvent être différents et parfois divergents. Et de les faire progresser de front.

Nous devons à la fois nous appuyer sur les forces motrices de la société et prendre en compte les problèmes des forces “ *exclues* ”. Notre politique doit faire le maximum pour réintroduire dans le processus productif – et dans le mécanisme d'identification qui l'accompagne – les forces qui peuvent se sentir exclues et se laisser abuser par des discours démagogiques, par la politique du

bouc-émissaire, par l'extrême-droite. Nous ne faisons pas notre deuil de cette situation d'exclusion. Notre politique vise la réintégration de tous au cœur de la société. C'est là le sens profond du “ *pacte républicain* ” que nous avons passé avec les Français. Et c'est dans cette perspective que nous conduisons une politique de sécurité s'appuyant sur la prévention, l'éducation et, lorsqu'il le faut, sur la sanction, pour permettre à tous nos concitoyens de mener une vie sûre. La sécurité est un droit, l'insécurité est une injustice sociale de plus.

“ Nous devons trouver le meilleur arbitrage entre les classes moyennes et populaires dont les intérêts peuvent être différents et parfois divergents. Et les faire progresser de front. ”

Quant aux classes moyennes, une partie d'entre elles comprend que l'ultralibéralisme économique les menace. Elle n'est donc pas automatiquement gagnée à la droite. D'abord pour des raisons liées à son mode de vie et aux mœurs, la gauche lui apparaissant comme plus moderne. Mais aussi parce que la précarité peut toucher les cadres, qui approuvent le thème de la régulation. De même, les créateurs ou les dirigeants de petites et moyennes entreprises se rendent compte que la gauche résout des problèmes que la droite ne savait pas traiter en matière de politique industrielle. Les entrepreneurs réalisent que la gauche s'intéresse à la création d'entreprise, à l'innovation, à la prise de risque, à la simplification administrative. Nous devons donc fonder une nouvelle alliance de classes, conforme à notre base sociologique et aux intérêts du pays.



Être socialiste

Congrès de l'Internationale Socialiste

Paris, 8 novembre 1999



(...)

Le Congrès qui nous réunit est le dernier du siècle. Certes, ni le mouvement des idées ni le combat politique ne se règlent sur les césures propres au calendrier. Mais il y a là un passage symbolique qui nous invite à mesurer le chemin parcouru.

Si l'on veut porter un regard juste sur notre mouvement de pensée, il faut en embrasser toute la profondeur historique. Notre Internationale (1), née en 1889, en une fin de siècle façonnée - comme la nôtre - par de profonds bouleversements technologiques et sociaux, s'apprête à entrer dans le XXI^{ème} siècle, consciente de son histoire et tournée vers l'avenir(2).

(1) Voir sur ce sujet, pour une approche complète, *L'Internationale Socialiste* Guillaume Devin, Paris, FNSP, 1993 ; *Voyage au cœur de l'Internationale socialiste*, Pierre Mauroy, Les Notes de Fondation Jean-Jaurès, n°2, 1996 ; dossier "Un Congrès pour le XXI^{ème} siècle", Lettre de la Fondation Jean-Jaurès, n°2 novembre 1999 et l'article de Michel Thauvin in L'hebdo des socialistes, novembre 1999.

(2) On rappellera qu'en 1951, lors de la renaissance officielle, l'Internationale socialiste comptait 31 partis ; en 1959, 99 partis ; en 1996, 140 partis et en 1999, après le Congrès de Paris, les 8 et novembre, 160 partis témoignant d'un caractère universel de l'IS.

I - Le socialisme démocratique a marqué le XX^{ème} siècle.

On a parfois dit que ce siècle s'était ouvert en 1914 avec la première guerre mondiale, avant de se clore en 1989 sur la chute du Mur de Berlin. Ce « court XX^{ème} siècle » fut bien – comme le désigne le grand historien Eric Hobsbawm (3) –

« l'âge des extrêmes ».

Ce fut en effet un siècle d'immenses tragédies et de gigantesques progrès.

1. Le XX^{ème} siècle fut « le plus violent de toute l'histoire humaine », selon le mot du Prix Nobel de littérature William Golding(4).

Deux guerres mondiales ont meurtri le siècle. En 1914, le nationalisme a puisé dans les possibilités nouvelles de la production industrielle pour faire de la guerre une

tuerie de masse. Le racisme et l'antisémitisme, nés du nazisme, ont plongé l'Europe dans la nuit des fascismes et, en 1939, provoqué une seconde guerre, totale. La Shoah, cette « catastrophe » – c'est là le sens même du mot hébreu – d'une gravité unique, a renvoyé l'humanité à sa condition et à une interrogation fondamentale sur sa capacité à faire le Mal.

Issu de la confiscation et du dévoiement de la révolution de 1917, le totalitarisme communiste a broyé des millions d'individus et figé dans son glacis des nations entières. L'Europe en a été coupée en deux.

La grande crise des années trente – dont nous devons pas oublier les leçons – a plongé l'économie mondiale dans un long et profond marasme. Des dizaines de millions d'êtres humains se sont retrouvés brutalement dans la misère. Grâce au volontarisme politique et au rôle de l'Etat, elle a pu être surmontée.

**Mais le XX^{ème} siècle
fut aussi
un temps d'émancipation et de progrès.**

La décolonisation s'est imposée. Des peuples entiers ont conquis leur souveraineté, sinon leur libération.

Les dictatures militaires ont été stigmatisées. Une à une, beaucoup se sont effondrées. En Europe, nos camarades espagnols, portugais et grecs peuvent en témoigner. En Amérique latine, les socialistes ont été les premières victimes des dictatures militaires – j'ai une pensée pour Salvador Allende (5). Ils accèdent aujourd'hui démocratiquement au pouvoir. Et je suis heureux que tant de camarades aient fait le déplacement depuis l'Amérique du Sud : je salue la victoire de

(3) Eric J. Hobsbawm est membre de la British academy et de l'American Academy of Arts and Sciences, docteur *honoris causa* de plusieurs universités étrangères. Il est l'auteur notamment de a trilogie consacrée au " long XIX^e siècle " : *L'Ere des révolutions* (Fayard puis Complexe), *L'Ere du capital* (Fayard) et *L'Ere des empires* (Fayard). *L'âge des extrêmes : le court vingtième siècle* a été publié en français en 1998 (Complexe).

(4) Le pessimisme de l'écrivain britannique, William Golding, ravivé par la guerre, le fait rejoindre la tradition calviniste : " *L'homme produit le mal comme l'abeille le miel* ". L'ensemble de son œuvre est marqué par l'idée que l'Homme porte en lui les germes de sa destruction et que seule la loi du Père arrache l'homme à sa nature barbare (*Sa Majesté des mouches*, 1954). Il obtient le Prix Nobel de littérature en 1983.

(5) Salvador Allende (1908-1973) fut élu à la présidence de la république de Chili en 1970. Il fut tué le 11 septembre 1973 lors du coup d'Etat militaire dirigé par le général Pinochet.

Fernando De La Rúa ⁽⁶⁾ en Argentine, le succès

(6) Fernando De La Rúa a été élu président de la République argentine le 24 octobre 1999. Le nouveau président argentin, qui a prêté serment le 10 décembre, est le troisième président élu depuis le retour de la démocratie il y a dix-sept ans. De La Rúa devra cohabiter avec une opposition forte et maintenir l'unité de l'Alliance au gouvernement puisque cette coalition hétérogène s'est formée avec un objectif électoral.

(7) Le 31 octobre 1999, Tabaré Vasquez a remporté le premier tour de l'élection présidentielle, avec 38,51 % des voix. Le succès du premier tour du candidat socialiste, s'imposant comme la première force politique en Uruguay, et la victoire historique qu'il a remporté dans la capitale, Montevideo, avec 50,1 % des suffrages, ne lui ont pas permis de remporter le second tour des élections présidentielles, le 28 novembre.

(8) Fervent opposant du général Pinochet, Ricardo Lagos a été élu, le 16 janvier 2000, au second tour de l'élection présidentielle au Chili en recueillant 51,31 % des suffrages devant son rival de droite, Joaquín Lavín, qui a obtenu 48,7 % des voix. Vingt-sept ans après la mort tragique de Salvador Allende, cette élection, troisième scrutin présidentiel depuis le retour de la démocratie en 1990, permet à Ricardo Lagos d'être le premier socialiste élu à la magistrature suprême à Santiago.

de Tabaré Vasquez ⁽⁷⁾ lors du premier tour des élections en Uruguay, et j'envoie tous mes encouragements à Ricardo Lagos⁽⁸⁾ pour les élections du 12 décembre prochain au Chili.

Il y a dix ans, presque jour pour jour, le mur de Berlin s'est effondré, annonçant le démembrement de l'Union soviétique, la réunification de l'Allemagne et la réconciliation de l'Europe avec elle-même. Là aussi, de nouveaux partis socialistes se sont formés et nous ont rejoints.

Le XX^{ème} siècle a aussi vu s'engager l'émancipation des femmes. Elles ont conquis des droits civils et politiques. Elles se sont vues reconnaître les mêmes droits sociaux que les

hommes. Le droit à la maîtrise de leur corps s'est peu à peu imposé.

Une conscience internationale est née. Des principes universels ont été proclamés. Sur le long chemin qui mène à leur respect, plusieurs étapes décisives ont été franchies. Un droit d'ingérence humanitaire est apparu, pour que la souveraineté nationale ne puisse plus servir d'alibi aux vio-

lations des droits de l'Homme. Une justice internationale est en train de naître, grâce aux Tribunaux pénaux, puis à la Cour pénale internationale, pour que les crimes les plus graves ne restent plus impunis.

La démocratie a progressé. Elle n'a pas de modèle général qui puisse lui être opposé. Là où elle était déjà présente, elle s'est approfondie. Là où elle restait l'horizon d'un combat politique, elle a souvent fini par l'emporter. Elle est devenue la référence.

La baisse de la mortalité et l'allongement de la vie – même si leurs conséquences démographiques peuvent être redoutables et appellent notre action pour les prochaines décennies – sont une autre avancée de ce siècle.

Les progrès des sciences et de la technique se sont accélérés, facilitant la vie des êtres humains, ouvrant de nouvelles perspectives économiques, tout en appelant à une réflexion éthique.

La croissance économique et le plein-emploi ont pu s'imposer pendant plusieurs décennies. La maîtrise du capitalisme a permis la naissance d'un modèle de performance économique et de progrès social. Pendant trente ans, après 1945, ce modèle a favorisé un taux de croissance, d'accumulation et d'emploi sans précédent dans notre histoire, et pas seulement dans les pays développés. Nous devons réfléchir aux raisons pour les-

quelles nous avons laissé revenir les temps de stagnation et de chômage massif.

Le socialisme démocratique a contribué à façonner ce siècle.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les socialistes ont travaillé, avec d'autres, pour que du champ de ruines naisse un nouveau monde, fondé sur l'union des Nations, l'affirmation de principes universels, la stabilité du système international économique et financier.

En Europe, ils ont jeté les fondations d'un projet de paix, d'unité politique et d'expansion économique. Cette inspiration continue aujourd'hui de nous guider. La paix est assurée. Le marché et la monnaie ont été unifiés. Des solidarités entre les nations et entre les hommes ont été organisées. L'Europe doit désormais s'affirmer comme puissance, afin de contribuer à l'équilibre du monde multipolaire que nous appelons de nos vœux.

Nous avons construit, avec le « welfare », un modèle social ambitieux, inséparable de la réussite économique européenne. Nous avons

conquis de nouveaux droits. Droit à l'éducation, droit à la retraite, droit au repos, droit à la santé.

Le socialisme démocratique a survécu à la guerre, cependant

que s'effondraient les fascismes, que se défaisait le totalitarisme soviétique, que disparaissaient bien des dictatures. En de nombreux points du globe, il continue son combat. Si ses ailes sont quelque peu froissées, le socialisme démocratique, après avoir traversé ce siècle, poursuit son vol.

« Nous avons construit, avec le « welfare », un modèle social ambitieux, inséparable de la réussite économique européenne. Nous avons conquis de nouveaux droits. »

II - Le socialisme démocratique reste une idée féconde pour le monde nouveau qui est le nôtre.

A l'orée du XXI^{ème} siècle, en dépit mais peut-être aussi en raison des interrogations qui la traversent, la social-démocratie retient l'attention par la force de ses valeurs, par l'actualité des questions qu'elle pose et des réponses qu'elle propose face aux problèmes du monde. C'est sa modernité.

S'il n'est plus un système, le socialisme est un ensemble de valeurs, une vision de l'Histoire, une culture.

Le XX^{ème} siècle fut celui des systèmes et des idéologies. Certains portaient en eux-mêmes la négation de la dignité humaine. D'autres ont représenté un

dévoiement meurtrier d'une pensée sincère, et ont abouti à un système totalitaire. Ces systèmes ont écrasé les valeurs. Leurs idéologies ont étouffé les idées. Ce temps-là est achevé. Je ne le regrette pas. Je n'y vois ni « la fin de l'Histoire »⁽⁹⁾, ni la fin du politique. J'y vois la possibilité d'un renouveau des idées, de la régénération du combat politique.

(9) Francis Fukuyama, conseiller au département d'Etat, publie en 1989 un article intitulé " *The end of history* ", dans la revue conservatrice *The national Interest*. Les réactions suscitées par cet article, aux Etats-Unis et plus particulièrement en Europe, le poussent à développer sa thèse initiale dans l'ouvrage " *La fin de l'histoire et le dernier homme* ", Flammarion (1992). Son analyse contredit la théorie du caractère cyclique de l'histoire. Pour Fukuyama, la défaite de l'Union soviétique en terme économique et idéologique permet de s'approcher de la " fin de l'histoire " caractérisée par le triomphe universel de la démocratie libérale et de l'économie de marché.

Comme système, certes, le socialisme n'existe plus. Et d'abord comme système de production. Pour ce qui concerne la création de richesses et l'allocation des ressources, la supériorité du marché sur la planification s'est montrée incontestable. Mais nous ne faisons pas pour autant du marché une valeur. Le marché est un instrument – efficace et précieux. Mais il n'est qu'un instrument. Il doit être régulé. Il doit rester au service de la société. Par lui-même, le marché ne produit ni sens, ni direction, ni projet.

“ La social-démocratie retient l'attention par la force de ses valeurs, par l'actualité des questions qu'elle pose et des réponses qu'elle propose face aux problèmes du monde. ”

Pour nous, le marché – même régulé, même contrôlé – n'efface pas les exigences du contrat social. C'est la société des citoyens qui, par la délibération, par la politique, s'institue et choisit ses valeurs, son chemin. Nous refusons la marchandisation des sociétés. La santé n'est pas une marchandise. Les œuvres de l'esprit ne sont pas des marchandises. Le travail des hommes n'est pas une marchandise. L'environnement naturel n'est pas une marchandise, un stock dans lequel on pourrait puiser sans limites. La responsabilité face aux générations futures ne se marchande pas ; elle s'assume.

De même, le socialisme n'est plus un système doctrinal. La prétention à être une explication scientifique du monde a été affirmée par le marxisme, avant de disparaître. Mais le socialisme a précédé le marxisme. Il reste, pour des millions de femmes et d'hommes, un horizon politique et moral. Nous

“ Nous devons continuer de penser le capitalisme, pour le contester, le maîtriser et le réformer. ”

devons dans le même temps redécouvrir la méthode du marxisme dans ce qu'elle a d'utile : l'analyse critique des réalités sociales et donc du capitalisme. Nous

devons continuer de penser le capitalisme, pour le contester, le maîtriser et le réformer. C'est à cet effort et à cette ambition que nous devons rester fidèles.

Mais le socialisme démocratique cherche les réponses aux aspirations les plus essentielles des femmes et des hommes. Aspiration à la justice sociale, à l'épanouissement individuel au sein de sociétés solidaires, à la maîtrise collective de leur destinée, à un régime de croissance économique plus respectueux des hommes et de l'environnement.

Nous sommes les mieux à même de répondre aux enjeux du monde nouveau.

Le monde a changé et continue de changer. Mais ce sont les hommes qui le changent. Et nous pouvons tout à fait continuer à le comprendre, et à le maîtriser, si nous le voulons. Les changements actuels ne sont pas tels que nous devrions en être intimidés et désarmés. Certes, nous vivons un temps de révolutions technologiques. Mais ce n'est pas la première fois. L'électricité, le téléphone, l'avion : chacune de ces inventions a provoqué un bouleversement majeur. Dans la vie de millions d'êtres humains. Il n'en va pas autrement aujourd'hui, même si les changements changent...

Reste que ce monde a ses caractéristiques propres. Plus ouvert, il est aussi plus instable. La mondialisation des échanges de toute nature accélère la production de richesses ; elle creuse aussi les inégalités, entre les économies comme au sein de chacune d'entre elles. Elle accroît les possibilités offertes aux individus ; elle les expose aussi à des risques nouveaux. L'individu s'émancipe, mais le besoin d'appartenance à des communautés se fait plus pressant. L'efficacité est vénérée, mais elle n'éteint pas le besoin de rêve et d'utopie.

“ Etre socialiste, c'est refuser d'accepter les choses telles qu'elles sont. ”

Ces changements nous conduisent à nous interroger sur notre identité.

C'est normal. Le socialisme a toujours été un questionnement. Le socialisme s'interroge sur la société, ses mécanismes, son injustice, son mouvement même. Etre socialiste, c'est refuser d'accepter les choses telles qu'elles sont, figées dans leur prétendu caractère « naturel ».

Quant aux débats qui nous animent, ils sont non seulement légitimes mais nécessaires. Le socialisme débat depuis qu'il existe. Le socialisme est débat. Ce congrès en témoigne encore. Tant mieux. J'y vois le signe de la vitalité de notre réflexion, la marque de la fraternité qui nous anime.

Chacun de nos mouvements recherche la moder-

“ La force de l’Inter nationale Socialiste est de savoir conjuguer la diversité, mais sans diluer notre identité commune, et l’unité mais sans nous figer dans un dogmatisme.”

nité. Il le fait à sa façon. Avec ses références. Avec son histoire. Avec sa culture politique. Et c’est très bien ainsi.

Je voudrais vous faire partager ma conviction que le socialisme démocratique est moderne parce

que les valeurs qu’il porte sont adaptées aux questions qui sont posées par le monde moderne.

La mondialisation ? Comment y répondre mieux qu’en étant internationalistes et en défendant des principes universels. L’individualisme contemporain ? Notre approche humaniste, attentive à l’épanouissement de la personne, le prend en compte. L’attachement à la communauté ? Il peut prendre appui sur notre souhait de préserver les identités collectives et d’approfondir la citoyenneté. Le souci d’efficacité ? Il rencontre notre volonté d’organisation et de régulation. Le besoin de rêve ? Il est au cœur de notre désir de progrès, éclairé par nos références à l’utopie.

Toutes ces valeurs, qui sont des facettes de la modernité, sont constitutives de notre identité politique.

Être socialiste, c’est réfléchir et agir à l’échelle du monde. Être socialiste, c’est être internationaliste. C’est s’appuyer sur les forces et les richesses des nations, et aussi sur les organisations internationales, pour maîtriser les problèmes du monde.

Réunis en une Internationale, partageant les mêmes valeurs, nous avons appris à nous situer à ce niveau, sans perdre de vue l’histoire de chacun de nos peuples. Ainsi, l’Internationale est cette enceinte capable de compter en son sein Ehud Barak et Yasser Arafat ⁽¹⁰⁾, que je salue chaleureusement.

La force de l’Internationale Socialiste est de savoir conjuguer l’unité et la diversité. La diversité, mais sans diluer notre identité commune : nous sommes tous des socialistes démocratiques. L’unité, mais sans nous figer dans un dogmatisme : puisant aux expériences des uns et des autres, nous vivons en phase avec notre temps.

Être socialiste, c’est se sentir en permanence interpellé par les problèmes du monde. C’est pourquoi nous nous sommes engagés, y compris par la force devenue nécessaire, au service du droit, de la paix, de la dignité humaine, comme au Kosovo et au Timor oriental. C’est pourquoi, dans les instances internationales, mon Gouvernement défend une vision exigeante de la société internationale.

**Être socialiste,
c’est travailler à plus d’organisation
et de régulation.**

Pour nous, la mondialisation ne peut se résumer au libre-échange de marchandises. Pour nous, la mondialisation est la prise de conscience d’une communauté de destin pour l’Humanité. Elle est la recherche d’une solidarité entre les

(10) Le Premier ministre israélien et le président de l’Autorité palestinienne sont intervenus le mardi 9 novembre 1994 au matin...

“ Le monde a besoin de règles : à problèmes globaux, des solutions globales. ”

acteurs d'un monde unifié. La mondialisation suppose la prise en compte et la protection de la diversité culturelle, des exigences

sociales garantissant que travailler permet de vivre dignement, de normes environnementales soucieuses des générations futures. C'est tout cela que le Gouvernement français entend, avec ses partenaires européens, défendre dans les prochaines négociations de l'OMC. La mondialisation doit aller de pair avec l'affirmation de principes universels : la démocratie et le respect de la personne humaine. La mondialisation ne doit pas être fondée sur l'unilatéralisme. Elle doit au contraire favoriser l'émergence d'un monde équilibré et multipolaire. Le monde a besoin de règles. Je l'ai dit devant l'Assemblée générale des Nations-Unies : à problèmes globaux, solutions globales.

Les crises financières internationales de l'année dernière ont rappelé cet enseignement de l'Histoire : le capitalisme doit sans cesse être maîtrisé et régulé. C'est pourquoi nous devons renforcer le rôle et la légitimité politique du FMI ; combattre le trafic de drogue et la criminalité financière internationale et créer un espace judiciaire commun.

Être socialiste, c'est être volontariste. C'est se fixer des objectifs et se donner les moyens de les atteindre. Et le premier objectif, aujourd'hui, pour nous socialistes, c'est vouloir le plein-emploi.

- Trois décennies durant, au lendemain de la

deuxième guerre mondiale, le plein emploi a été la norme des sociétés européennes. Il doit le redevenir. Il peut le redevenir, si nous le voulons. Nous avons vaincu l'inflation parce que nous l'avons voulu. Ce que nous avons réussi contre l'inflation, nous devons le refaire contre le chômage.

“ Le socialisme a pour fin dernière « la libération intégrale de la personne humaine ». ”

- Je refuse l'alternative supposée qui voudrait que l'on ait soit plus d'emplois et plus d'inégalités, soit moins d'inégalités mais moins d'emplois. Les socialistes doivent rechercher le plein emploi dans la cohésion sociale et la réduction des inégalités.

**Être socialiste,
c'est être humaniste.**

- Le socialisme est un humanisme. Il a pour fin dernière « la libération intégrale de la personne humaine », comme l'écrivait Léon Blum.

- Le socialisme comprend que cet épanouissement individuel passe aussi par la pleine égalité de la femme, par l'intégration des femmes et des hommes au sein d'une société solidaire.

**Être socialiste,
c'est vouloir l'égalité.**

- Nous connaissons la vieille tension entre l'égalité et la liberté. Elle est fondatrice de notre combat politique. L'une des leçons du siècle, c'est que

“ Nous voulons l'égalité, mais dans la diversité, « l'égalité dans la différence ». ”

le socialisme sans la liberté n'existe pas. Mais le socialisme sans l'égalité n'a plus de sens.

- Nous voulons l'égalité, mais dans la diversité. Nous recherchons «l'égalité dans la différence».

Je suis frappé par la vitalité et la jeunesse de notre organisation. En 1992, lorsque mon ami Pierre Mauroy est arrivé à la tête de l'Internationale, celle-ci réunissait une petite centaine de membres. Sept ans plus tard, elle rassemble 143 partis ou organisations provenant d'une centaine de pays. Je tiens à saluer le président sortant pour ce beau résultat. Des mouvements politiques du monde entier se rassemblent autour des mêmes valeurs. Ils regardent, ensemble, l'avenir du monde. Ils ont conscience du choix qui s'offre à nous.

- Soit nous laissons le mouvement du monde à lui-même, c'est-à-dire aux mécanismes aveugles du capitalisme, aux forces froides des intérêts privés – et alors nous subirons, impuissants, un monde brutal. On en trouve l'ébauche dans l'explosion des inégalités, la réapparition de maladies que l'on croyait éradiquées, la destruction des forêts tropicales par les multinationales, la vente aux enchères d'organes humains sur des sites Internet.

“ Si changer de société n'est plus à l'ordre du jour, changer la société doit le demeurer. ”

- Soit, fidèles à toute notre histoire, nous joignons nos influences pour maîtriser le cours des choses – et l'espoir est permis. L'espoir

d'un monde plus juste. L'espoir d'un monde plus humain.

Ce choix est entre nos mains. Hors l'action des gouvernements et des institutions internationales, je ne vois qu'une seule force politique mondiale qui puisse l'assumer : l'Internationale Socialiste.

Mes Cher(e)s Camarades,

N'oublions jamais d'où viennent notre légitimité aux yeux des peuples, notre crédit auprès des citoyens de nos pays, la confiance qu'ils nous témoignent.

- Pas seulement de notre capacité à gouverner. Pas seulement de notre capacité à bien gouverner.

- Pas même seulement de notre capacité à transformer la société d'aujourd'hui. Mais aussi de notre capacité à penser et à imaginer, avec et pour la jeunesse, la société de demain.

- Le socialisme n'est pas seulement une gestion – même habile, même efficace, même moderne.

Si changer de société n'est plus à l'ordre du jour, changer la société doit le demeurer. ❁

Le discours de la réforme

Université d'été du PS

La Rochelle, 30 août 1998



Je suis ici un socialiste devant les militants de sa famille politique. Mais je m'exprimerai en tant que chef d'un gouvernement qui émane d'une majorité plurielle. Et je dois prendre en compte l'intérêt du pays comme les attentes des Français. A l'occasion de la rentrée parlementaire, le gouvernement déclinera les projets précis qu'il proposera pour continuer de mettre en œuvre son programme. Intervenant, ce dimanche, au terme d'une série d'universités d'été des composantes de la majorité, je voudrais dire le sens de l'action que nous avons conduite, la direction dans laquelle nous avançons. Ce sera ma contribution à ce que je considère comme un important moment de réflexion politique.

(...)

Nous avons engagé un vaste et profond mouvement de réforme

Gestion et réforme sont les deux faces de notre action politique. Toutes les deux requièrent une ambition, de la volonté, le même effort soutenu. Il n'y a pas, pour moi, d'opposition entre les deux termes. Pour qui est animé d'une ambition réformatrice et rejette les effets d'annonce, il existe d'ailleurs une gestion de la réforme. Gestion du temps, de la durée dans laquelle le changement s'inscrit nécessairement, gestion de la concertation avec les partenaires, gestion du traitement politique de la réforme.

C'est pourquoi l'on peut dire : dès le début nous avons géré, jusqu'au terme nous continuerons à réformer.

La réforme est notre méthode de transformation sociale : entre l'immobilisme et le passage en force. Elle est un élément central de notre identité politique : notre socialisme est réformiste. Elle est enfin au cœur de la démarche démocratique : la démocratie vit quand la réforme avance.

En démocratie, c'est à la façon dont un gouvernement hiérarchise les priorités de son action que l'on juge de son orientation politique. La croissance, l'emploi, la justice sociale, l'éducation et la recherche, la protection de l'environnement, l'Europe, la sécurité : les priorités du gouvernement sont

connues, elles sont celles de la gauche. Après les avoir fixées ensemble, après les avoir exposées, dans la clarté, à nos concitoyens, nous les mettons en œuvre avec sérieux et ambition. Nous traitons, je crois, les vrais problèmes du pays, commençons à répondre aux attentes des Français, faisons bouger la France.

Ce mouvement de réforme traduit en actes les convictions politiques de la majorité. Mais la force de la conviction ne peut se confondre avec l'esprit partisan. Nos convictions doivent être compatibles avec l'intérêt général. La vocation d'un gouvernement est précisément de réussir cette synthèse entre l'engagement politique et la prise en compte des réalités du pays.

La réforme entretient un rapport particulier avec le temps. Pas seulement parce que pour transformer une société, il faut réussir une série de réformes, théoriquement illimitées en nombre, alors que le temps de l'action, lui, est compté. Mais, surtout, parce que l'action réformatrice se laisse difficilement enfermer dans le cadre du calendrier et l'approche comptable du "*bilan*". La plupart des réformes supposent, pour aboutir, une mise en œuvre inscrite dans la durée. Prenez l'exemple de la réforme de la justice actuellement en cours : elle a requis une profonde réflexion, nourrie de concertations ; elle trouve sa traduction à travers un long et complexe travail législatif ; elle

“ La réforme est notre méthode de transformation sociale, un élément central de notre identité politique, au cœur de la démarche démocratique. ”

implique une révision constitutionnelle ; son application, enfin, se concrétisera sur plusieurs années. Prenez aussi l'exemple des 35 heures : le cadre législatif est fixé ; mais pour donner son plein impact à la réforme, des négociations sont nécessaires.

(...)

**Nous continuerons à rééquilibrer
le cours de la construction
européenne.**

Démocratie, emploi, croissance : la direction prise depuis plus d'un an est la bonne. Des engagements nouveaux sur "*la croissance et l'emploi*" sont venus équilibrer le "*pacte de stabilité budgétaire*". Un sommet exceptionnel sur l'emploi s'est tenu en novembre dernier et des plans nationaux pour l'emploi ont été lancés pour la première fois en Europe. Nous avons rempli les conditions que nous avons nous-mêmes posées à l'entrée dans l'euro. Un Conseil de l'Euro, contrepoids politique à la Banque centrale européenne, a été mis en place pour coordonner les politiques économiques. Nous continuerons en ce sens, pour construire une Europe plus sociale, une Europe de la régulation. On voit bien aujourd'hui que l'euro est un facteur de stabilité et un élément de protection ; mais il faut aller plus loin. Hier l'Asie, aujourd'hui la Russie, demain, peut-être, l'Amérique latine : les crises financières nous rappellent que le capitalisme est une force qui va, mais qui ne sait pas où elle va. La mission des socialistes est d'en maîtriser le cours, de le régu-

ler et de le transformer pour plus de justice. Le gouvernement fera, au niveau européen comme dans les instances internationales, des propositions pour renforcer une régulation que les désordres économiques internationaux actuels rendent indispensable.

(...)

**Nous préparons l'avenir
en opérant
une synthèse politique nouvelle**

Cette synthèse, c'est l'ensemble de la gauche qui l'élabore. Elle le fait en mariant ses diverses sensibilités -socialiste, communiste, radicale, citoyenne, écologiste- dans un projet commun, en tirant parti de sa diversité tout en affirmant son unité. Principale force de la majorité, le Parti socialiste se trouve logiquement au coeur de ce mouvement de transformation culturelle et politique. Mais chaque composante de la majorité concourt à cette nouvelle synthèse.

Exigence de transformation sociale, prise en compte du développement durable, retour à la tradition républicaine, qui est au coeur de la pensée socialiste -Jaurès le disait déjà : "*Le socialisme, c'est la démocratie jusqu'au bout et la République accomplie*"-, approfondissement de notre démocratie, ambition de voir établie en droit et dans les faits l'égalité entre femmes et hommes : chaque

“ L'ensemble de la gauche élabore un projet commun, en tirant parti de sa diversité tout en affirmant son unité. ”

“ Les forces de gauche, en participant à l’action gouvernementale et aux changements de la société, se change elle-même. Il s’agit pour nous, dans un même mouvement, de redéfinir notre identité et de transformer la société. ”

composante de la majorité apporte sa pierre à l’édifice commun.

Chacune de ces forces de gauche, en participant à l’action gouvernementale et aux changements de la société, se change elle-même. Cette mutation, qui est à la fois commune à toute la gauche et propre à chacune

de ses composantes, ne va pas sans tiraillements, sans interrogations, sans perplexité. Comment en serait-il autrement puisqu’il s’agit pour nous, dans un même mouvement, de redéfinir notre identité et de transformer la société ? Tel est l’enjeu de cette synthèse politique nouvelle, dont le gouvernement est, je le ressens chaque jour, un des lieux privilégiés.

Cette synthèse, je la crois moderne. Moderne, parce qu’elle ne procède pas par effets d’affichage. Moderne, parce qu’elle répond aux attentes des Français. Moderne, parce qu’elle est à même de faire passer à la France, à tous les Français, ensemble, le cap du XXI^{ème} siècle. Pour moi, la modernité n’est ni un fétiche, ni un tabou. C’est une valeur, complexe et délicate à appréhender, qui contribue à la définition même de la gauche. Elle comprend le refus de la nostalgie de ce qui de toute façon ne revient pas, le courage d’innover sans jamais oublier les valeurs fondamentales.

Pour garder vivantes nos valeurs, il nous faut parfois savoir les servir autrement.

La justice sociale, la maîtrise collective de notre destinée, la liberté, les libertés : ces valeurs nous définissent, nous y sommes tous profondément attachés. Pour moi, le socialisme démocratique, c’est l’invention constante d’une juste articulation entre les fins et les moyens. Ce sont nos valeurs qui fondent notre identité politique, plus que les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre. Si les fins que poursuit notre engagement doivent rester pérennes, les moyens, eux, peuvent être reconsidérés, adaptés, voire changés, si les circonstances le requièrent, si c’est là la condition pour qu’ils restent efficaces et continuent à faire vivre nos valeurs. Pour ma part, je reste ferme quant aux fins, mais je sais être souple quant aux moyens.

C’est au nom de cette vision politique que nous avons, pour consolider la croissance, maîtrisé les comptes publics. Déjà réduit en 1998 à 2,9 % du PIB, le déficit budgétaire sera ramené à 2,3 % l’an prochain. J’entends dire, ici ou là, que cet effort serait insuffisant ou, à l’inverse, qu’il serait excessif. Que le choix ainsi fait serait trop à gauche ou trop à droite. Tout cela n’a guère de sens. Le déficit budgétaire n’est pas un critère politique permettant de distinguer la gauche

“ Si les fins que poursuit notre engagement doivent rester pérennes, les moyens, eux, peuvent être reconsidérés, adaptés, changés, si c’est là la condition pour qu’ils continuent à faire vivre nos valeurs. ”

“ Pour ma part, je reste ferme quant aux fins, mais je sais être souple quant aux moyens. ”

de la droite. Le seul critère d'une politique économique de gauche c'est, dans la recherche de l'efficacité économique, la priorité donnée à l'emploi et à la lutte contre les inégalités sociales. Et c'est bien là la priorité du gouvernement.

C'est dans le même esprit que, depuis un an, nous avons abordé la question du renforcement de notre appareil industriel. Ce gouvernement n'entend pas mener une politique de privatisations. Il conduit une politique industrielle. Il veut préserver des secteurs décisifs de notre économie, il veut rendre la France plus forte dans la compétition mondiale. Chaque fois que des alliances industrielles se sont révélées indispensables -en particulier à l'échelle européenne-, nous les avons rendues possibles. Et quand elles ont nécessité des ouvertures de capital, voire des privatisations, -parce que les partenaires indispensables étaient eux-mêmes privés et que le regroupement opéré changeait la composition du capital-, nous les avons consenties. Parce que la fin est plus décisive que le moyen. Les opérations menées - à Thomson, à France Télécom, à l'Aérospatiale, par exemple- ont toujours été réfléchies, mesurées, menées avec rigueur et, chaque fois que cela était possible, dans la concertation. Si ces décisions ont été peu contestées, dans l'opinion ou au sein des entreprises concernées, c'est bien parce qu'elles ont été comprises.

Vous avez raison de conduire une réflexion à pro-

pos du secteur public et du service public. Elle sera importante pour le gouvernement. Pour nous, le service public représente une valeur. Il relève d'une vision de la société à laquelle nous tenons absolument. Il est au coeur du lien social. Il est un des garants de l'égalité entre les citoyens. Le service public n'est ni archaïque ni dépassé. Nous aurons l'occasion de le démontrer lorsque nous présenterons nos orientations pour l'audiovisuel public. Un audiovisuel public fort est indispensable pour garantir la qualité et la diversité des programmes, pour affirmer le souci de la création culturelle. Il doit contribuer à l'accès de tous au savoir. Il s'agit là d'exigences démocratiques.

“ Le service public n'est ni archaïque ni dépassé. Il relève d'une vision de la société à laquelle nous tenons absolument, au coeur du lien social, un des garants de l'égalité entre les citoyens. ”

Nous définissons un nouvel équilibre entre l'Etat et le marché.

Le 19 juin dernier, m'exprimant à Washington, puis à Londres le 23 juillet, j'ai ramassé ma pensée en une formule : *“ Oui à l'économie de marché, non à la société de marché ”*.

Oui à l'économie de marché. L'économie de marché est la réalité dans laquelle nous agissons. Face au marché, nous n'avons ni la fascination de ses chantres libéraux, ni le zèle de certains néophytes. Pour nous, le marché est une donnée et une technique. Une technique de production et d'allocation des ressources que nous voulons maîtriser. Le mar-

“ Le marché, s’il génère des richesses, ne produit ni solidarité, ni projet commun. C’est pourquoi nous disons non à la société de marché. ”

ché n’est pas, pour nous, une valeur.

C’est pourquoi nous disons non à la société de marché. Quelles que soient son dynamisme, sa

souplesse, sa plasticité, l’économie de marché ne saurait former l’horizon d’une société. Celle-ci a besoin de se donner un sens, de maîtriser sa destinée, de construire un avenir conforme aux aspirations des hommes et des femmes qui la composent. Le marché, s’il génère des richesses, ne produit ni solidarité, ni projet commun.

Que la rationalité du marché l’emporte sur celle de l’Etat, et ce serait l’explosion des inégalités, le délitement du lien social, la mise en danger de notre environnement, l’affaiblissement de notre richesse culturelle, la perte des perspectives de long terme, l’oubli d’un projet national. Dans un pays démocratique comme le nôtre, l’Etat n’est pas d’abord une bureaucratie, encore moins une force de domination. Il est, par son exécutif et son Parlement élus, le produit du débat démocratique ; il reçoit les contradictions de la société qu’il a vocation à résoudre ; il doit tendre à incarner l’intérêt général et à traduire les exigences des citoyens.

La France a besoin d’un équilibre entre l’Etat et le marché. Au marché revient l’échange des biens et services, la création de richesses, l’allocation des ressources, le soin de récompenser la prise de risque dans l’économie. A l’Etat revient

la régulation, la protection, la cohésion sociale, la justice, la sécurité, l’affirmation de principes autour desquels une nation peut se rassembler et se projeter dans l’avenir.

Nous réconcilions volontarisme et réalisme

Suivre le cours des choses, subir des lois économiques prétendument naturelles, nous résigner à l’uniformisation politique et culturelle : voilà ce que nous refusons. Nous voulons partir du réel pour mieux le transformer. Je suis pour un volontarisme réaliste.

C’est dans cet esprit que nous recherchons un point d’équilibre entre l’ordre et le mouvement. La gauche et la droite existent. Les clivages qui les séparent aussi. Longtemps, la géographie politique a été ordonnée autour de deux reliefs : le parti de l’ordre -la droite- et celui du mouvement -la gauche⁽¹⁾. Cette présentation a eu son importance historique et sa pertinence politique. Ordre ou mouvement : cette alternative me paraît désormais un peu sommaire. Si la gauche d’aujourd’hui reste le parti de la transformation sociale, je pense qu’elle doit être aussi celui du respect de la règle collective, des normes nécessaires à l’harmonie de la vie en société.

C’est l’esprit qui inspire notre action en ce qui concerne l’immigration. Nous conduisons une politique qui renoue avec la tradition républicaine, une

(1) *La Gauche en Europe...*, sous la direction de Marc Lazar *op. cit.*, p.369.

“ Si la gauche d’aujourd’hui reste le parti de la transformation sociale, je pense qu’elle doit être aussi celui du respect de la règle collective. ”

politique ferme et humaine. Maîtriser les flux migratoires, favoriser l’intégration : toute la gauche est d’accord sur cette approche. Encore faut-il admettre qu’elle implique, en pratique, des reconduites dans

leurs pays de personnes présentes illégalement sur notre territoire. Si l’on raisonnait dans un système clos et statique, on pourrait sans doute envisager une régularisation générale des étrangers en situation irrégulière. Mais, parce que nous vivons dans un système ouvert et dynamique, nous ne pouvons pas le faire. Cette prétendue façon de “ *solder un problème* ” en créerait un autre plus aigu encore en augmentant les mouvements de population en direction de notre pays et remettrait en cause le principe même de la maîtrise des flux migratoires. C’est pour cela que, conformément à nos engagements, nous avons organisé la régularisation des seules personnes répondant à des critères raisonnables. Elles sont des dizaines de milliers de plus à pouvoir désormais vivre en famille ou à avoir retrouvé des chances d’intégration. J’aimerais que l’on nous en sache gré plutôt que de nous faire reproche de ne pas vouloir mener une politique impossible et jugée telle par les Français.

Des règles sont définies. Elles sont le fruit de notre démocratie. Je respecte sans doute les minorités agissantes. Mais je ne leur reconnais pas le droit de faire la loi. L’Etat, lui, a le devoir de la faire respecter. Nous le ferons.

Il en va de même pour ce qui concerne notre politique en matière de sécurité. La sécurité est un droit ; son absence est une injustice sociale. Elle frappe avant tout les plus défavorisés de nos concitoyens. La gauche ne peut accepter cet état de fait. C’est pourquoi nous travaillons à ce que la loi républicaine soit respectée en tout point de notre sol. La loi républicaine, mais également les règles de civilité et de vie en société.

Vous êtes, parmi les partis de la gauche, le pôle principal de la synthèse politique nouvelle qui, je le crois, s’opère dans la majorité. Cela vous confère des responsabilités, celles d’une grande formation moderne, attractive, capable de nourrir le débat et de faire des propositions répondant aux attentes de nos concitoyens.

Ce mouvement de réflexion avait été engagé avant les élections législatives de 1997 ; il a été poursuivi depuis dans un contexte politique qui est celui de l’exercice du pouvoir. Nous avons réussi les premiers rendez-vous qui ont marqué l’année. D’autres, importants, sont devant nous. Vos débats sont nécessaires non seulement à la vie même du parti, mais aussi pour le gouvernement, pour ce que nous sommes en train de construire ensemble.

Par les responsables du Parti socialiste -et en particulier le Premier secrétaire-, par les groupes parlementaires, vous êtes pleinement associés à la conception de la politique du gouvernement. Par vos travaux et vos débats, par votre présence sur

**“ Le monde a changé,
il nous a changés, mais nous
n’avons pas perdu la volonté
de le changer. ”**

le terrain, vous nous aidez à faire vivre une politique authentiquement de gauche, une politique résolument moderne.

Ce matin, je ressentais, vous l’avez compris, l’envie et le besoin de partager plus directement avec vous, un moment de réflexion politique. Demain, nous partagerons à nouveau le temps de l’action.

Mes cher(e)s camarades,

Le monde a changé, il nous a changés, mais nous n’avons pas perdu la volonté de le changer. ✿

La nouvelle alliance

Université d'été du PS

La Rochelle, 29 août 1999



Il y a vingt-sept mois, la France était crispée, les Français désorientés, l'économie bloquée, le gouvernement immobilisé.

En vingt-sept mois, nous avons fait bouger les choses. Et d'abord en redonnant des couleurs au présent. La croissance est revenue, la confiance s'est reconstruite, l'une nourrissant l'autre pour faire naître un nouveau cercle vertueux. Le résultat est sans précédent : 700.000 emplois créés en deux ans, 300.000 chômeurs de moins. Cette décrue du chômage est le résultat dont nous pouvons être les plus fiers. C'est la plus belle réforme sociale de ce gouvernement. Tout cela a rendu de l'espoir, de l'allant, de la perspective. La France s'est remise en Mouvement.

On nous présente parfois ce moral retrouvé des Français comme une sorte d'accident bienheureux, comme le produit d'une évolution mystérieuse de leur psychologie collective. J'ai envie de vous proposer une hypothèse qui ne me semble pas tout à fait déraisonnable... Et si ce contexte nouveau avait

un rapport avec ce que nous avons accompli depuis deux ans ? Avec nos choix politiques ? Avec nos décisions économiques ? Avec nos réformes ? Avec notre façon de travailler ? À vrai dire, c'est bien là l'explication la plus naturelle, la plus logique. Ce contexte nouveau est le fruit d'une volonté. Le résultat d'une politique. Celle de notre majorité.

Nous conduisons une politique juste. Juste, car ajustée à la situation de la France et aux attentes des Français. Juste, car équitable, répartissant l'effort lorsqu'il est nécessaire, les fruits lorsqu'ils sont disponibles.

Une politique conjoncturelle appropriée, qui a su réanimer une demande intérieure en panne, où la création d'emplois a soutenu le revenu, rétabli la confiance des ménages, nourri la consommation, celle-ci stimulant à son tour l'investissement ; une politique conjoncturelle protégeant la croissance lorsque les crises internationales la menaçaient, la confortant dans les trous d'air, l'accompagnant dans les reprises.

Une politique structurelle active, qui a résolu de nombreux dossiers industriels et financiers trop longtemps laissés en suspens, qui a mis en mouvement des secteurs où prévalait l'immobilisme, qui a renforcé le potentiel de croissance de notre économie en engageant un programme ambitieux pour faire entrer la France dans la société de l'information, développer l'innovation et la création d'entreprises.

Une politique sociale ambitieuse, qui, avec la réduction et l'aménagement du temps de travail, avec les emplois jeunes, a fait reculer le chômage ; qui, avec la loi contre les exclusions et la CMU, a approfondi la solidarité.

Une politique qui a ouvert un chemin à la jeunesse, par la priorité rendue à l'éducation, à la recherche, à l'innovation ; par le plan pour l'emploi des jeunes - qui a rendu une perspective à 200.000 d'entre eux ; mais aussi par l'entrée réussie dans la société de l'information, par la rupture avec une vision hiérarchique de la société, avec une pratique autoritaire du pouvoir dont les jeunes ne veulent plus.

Une politique européenne nouvelle, qui fait de l'emploi une priorité de la construction européenne, qui vise à une meilleure coordination des politiques économiques en faveur de la croissance et de l'emploi.

(...)

Par notre travail, par notre action, nous avons forgé la durée dont nous disposons désormais. Si ce gouvernement ne s'use pas, c'est peut-être parce qu'il sert... Qu'il sert son pays.

Pour certains, la durée aurait pour pente fatale l'immobilisme. Or la durée n'est pas l'immobilité. La durée est une condition du mouvement. Elle est une garantie de la réforme. C'est pourquoi, dès

“ Si ce gouvernement ne s’use pas, c’est peut-être parce qu’il sert... La durée n’est pas l’immobilité ; elle est une condition du mouvement, une garantie de la réfor me. ”

notre arrivée aux responsabilités, nous avons revendiqué la durée. Dès le début, nous avons conçu notre action pour être conduite sur le temps de la législature. Nous avons eu raison.

La période qui s’ouvre devant nous a sa cadence. L’année 2000 sera pour nous la première année sans élection ; mais elle sera marquée, au second semestre, par la présidence française de l’Union européenne, qui exigera une mobilisation considérable de tout le Gouvernement. Les élections municipales et cantonales auront lieu en 2001 : ce sera un temps fort de notre vie politique, une échéance importante pour la vitalité de la démocratie locale ; beaucoup d’entre vous s’y engageront avec passion. En janvier 2002, l’euro deviendra la monnaie d’usage des Français. Nous préparerons ce grand changement. Puis, en mars 2002, auront lieu les élections législatives. C’est l’échéance démocratique pour le Gouvernement et la majorité. C’est, pour moi, le rendez-vous essentiel. Car ma mission est claire : conduire le Gouvernement. Notre horizon politique est tout aussi clair : c’est celui de la législature. A son terme, nous rendrons compte. Les Français attendent cela de nous, et rien d’autre. Tout le reste est spéculation.

(...)

Après vingt-sept mois de travail, alors que s’ouvre la seconde moitié de la législature, c’est logique-

ment, naturellement, que nous allons nous engager dans une deuxième étape.

Cette deuxième étape sera celle de la transformation sociale et de la modernité partagée.

En politique, les étapes ne sont jamais des segments de temps séparés. Cette deuxième étape sera donc à la fois un prolongement du travail accompli et une projection dans l’avenir.

Un prolongement, car parmi les nombreux projets que nous avons proposés aux Français, beaucoup sont encore en cours de réalisation. Quelquefois en raison des obstacles politiques qui nous ont freinés en chemin. Je pense en particulier à la limitation du cumul des mandats, au PACS ou encore à la réforme de la justice, faite pour ancrer définitivement dans le droit ce qui existe déjà dans les faits depuis deux ans : le ministère de la Justice n’est plus en rien le ministère des « affaires » ; il est devenu pleinement le ministère du droit.

(...)

Notre ambition collective reste la même : transformer la société pour la rendre plus juste. Nous voulons le faire en assumant mais aussi en façonnant la modernité.

Nous prenons en compte l’évolution du monde, et en particulier la globalisation économique. Si nous ne le faisons pas, si nous ignorions les réalités inter-

“ Nous voulons une modernité qui ne soit pas le privilège de quelques-uns mais le bien commun de tous.”

nationales, nous laisserions la France à l'écart de la nouvelle économie mondiale et nous la condamnerions. Mais nous le faisons à notre manière, avec nos valeurs, comme une force de gauche. En respectant les réalités françaises. Sans renoncer à nous-mêmes. L'ouverture ne signifie pas la perte d'identité. Elle doit même nous permettre d'enrichir notre identité et de la rendre plus féconde.

Nous voulons une modernité qui ne soit pas le privilège de quelques-uns mais le bien commun de tous. De ce souci témoigne, par exemple, la loi sur la société de l'information que le Gouvernement prépare et que je viens d'évoquer à l'Université d'Hourtin. Nous souhaitons que la France s'approprie cette facette technologique de la modernité et, en même temps, avec le même degré de priorité, nous veillons à ce que cette modernisation ne crée pas de « fossé numérique » entre les territoires ou entre les Français. Lorsque nous travaillons à la modernisation de nos services publics, c'est pour qu'ils servent mieux encore ceux de nos concitoyens qui en ont le plus besoin. Nous ne faisons pas du « social libéralisme ». Notre approche est différente de celle qui apparaît dans le manifeste de nos amis Tony Blair et Gerhard Schröder (1). Nous sommes une gauche de renouvellement rassemblée autour d'un socialisme moderne.

Cette gauche plurielle est elle-même une construction politique moderne. La modernité est

souvent, nous le savons, un surcroît de complexité. Elle avance par un jeu de tensions entre des aspirations diverses. La pluralité de la majorité, la diversité de ses références, de ses sensibilités lui permettent d'être en phase avec tous les aspects de la modernité. Au contraire, la vision traditionnelle qu'a la droite de la modernité est univoque : pour elle, la modernité se résume au libéralisme économique et souvent à la remise en cause d'acquis sociaux. La crise actuelle de la droite est une crise d'adaptation à la modernité.

La modernité de notre socialisme se marque par la volonté de nous saisir, en même temps, des questions économiques et des questions sociales, des questions politiques et des questions sociétales, des questions environnementales et des questions culturelles.

Pour la décennie qui vient, nous voulons reconquérir une société de plein emploi, bâtir une société plus humaine, rassembler autour de notre politique.

Nous voulons reconquérir une société de plein emploi.

Ce doit être pour la France l'objectif central pour la décennie à venir. Nous avons déjà obtenu un reflux significatif du chômage. Nous avons

“ La vision traditionnelle qu'a la droite de la modernité est univoque : pour elle, la modernité se résume au libéralisme économique et à la remise en cause d'acquis sociaux. ”

(1) Blair - Schröder, le texte du «manifeste», les analyses critiques, Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès, n°13 août 1999.

commencé à faire la démonstration, fondamentale sur le plan psychologique, que le chômage de masse n'était pas une fatalité. Nous pouvons améliorer ce mouvement.

En continuant d'attaquer le chômage comme nous l'avons fait depuis deux ans, dans toutes ses dimensions : conjoncturelle et structurelle, nationale et européenne, par la création d'emplois mais aussi par l'insertion. Ce que nous avons réussi, dans les années 1980, contre l'inflation, nous devons le faire contre le chômage.

Cela suppose une économie efficace.

Nous voulons installer l'économie française dans un régime de croissance longue. Nos opposants, qui ont mis l'économie en panne, voudraient faire croire que nous ne sommes pour rien dans le redressement économique, qu'il résulte mécaniquement de la conjoncture internationale. Outre que celle-ci, vous le savez, n'a pas été bonne dans l'année écoulée, une autre caractéristique saute aux yeux. Alors qu'auparavant la France était en queue de peloton de la croissance européenne, aujourd'hui sa croissance est plus forte que celle de ses grands partenaires européens. Avec la même monnaie, les mêmes taux d'intérêts que ceux de ses voisins, la France est devenue une locomotive de la croissance en Europe. Elle a une croissance plus équilibrée – avec un commerce extérieur excédentaire ; une croissance plus saine – sans inflation ; une croissance plus autonome – appuyée sur la demande inté-

rieure ; une croissance nouvelle – nourrie des nouvelles technologies de l'information et de la communication ; une croissance respectueuse de l'environnement – qui est devenu pour nous une préoccupation majeure ; une croissance solidaire, enfin : nous devons veiller à ce que cette croissance bénéficie à tous.

Pour cela la création de richesses est fondamentale. L'entreprise ne doit susciter ni diabolisation, ni fascination mais un juste intérêt. Nous voulons moderniser notre économie de marché : réforme du droit des sociétés, simplifications administratives pour les PME, soutien au capital-risque, réforme des marchés publics, modernisation des tribunaux de commerce. Mais la compétitivité globale d'une économie ne se réduit pas à celle de ses entreprises ; elle fait intervenir la créativité de ses laboratoires, la qualité de ses réseaux d'infrastructure et de ses services publics, le niveau d'éducation et de formation, l'équilibre enfin de ses relations sociales. La modernisation économique va de pair avec la modernisation sociale.

A cette fin, un Etat moderne doit jouer pleinement son rôle dans le fonctionnement de l'économie de marché. L'Etat doit montrer lui-même l'exemple, comme nous l'avons fait pour réussir des restructurations industrielles ou intégrer dans la pratique administrative les nouvelles technologies de l'information. Il doit encourager les ambitions créatrices, la prise de risque, l'acte productif et lutter contre les situations de rente. Il doit regarder loin

et anticiper les changements. Il doit donner l'impulsion lorsqu'elle est nécessaire. L'Etat doit être un régulateur et le garant de règles communes. Dans une économie qui n'est plus administrée, il ne peut se substituer aux autres acteurs.

(...)

La croissance est indispensable, mais elle n'est pas pour autant suffisante pour faire reculer fortement le chômage. C'est pourquoi il nous faut réussir la réduction du temps de travail, pour enrichir la croissance en emplois. La première loi sur la RTT a généré un mouvement de négociation sans précédent dans notre pays avec aujourd'hui 14.000 accords concernant 2,1 millions de salariés et créant ou sauvegardant 115.000 emplois. La seconde loi, qui sera examinée à l'automne, doit permettre d'amplifier ce mouvement.

Ce volontarisme national doit être combiné avec un volontarisme européen. Nous devons continuer à réorienter la construction européenne vers la croissance et l'emploi. La présidence française de l'Union européenne, au second semestre 2000, doit nous y aider.

‘ Chacun avancera à sa manière mais c'est en marchant dans la même direction, avec la même résolution, que les Européens parviendront à faire massivement reculer le chômage. ’

Chacun avancera à sa manière mais c'est en marchant dans la même direction, avec la même résolution, que les Européens parviendront à faire massivement reculer le chômage.

Le retour au plein emploi est le fondement d'une transformation plus essentielle encore.

Nous voulons bâtir une société plus humaine.

Une société humaine est une société qui n'est pas dominée par le marché. Une société dont les valeurs ne sont pas soumises à la logique du profit, du « toujours plus » pour ceux qui ont déjà beaucoup. De même que nous avons refusé l'AMI, c'est cette approche que nous défendrons dans les négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Nous voulons que l'ouverture économique aille de pair avec la prise en compte des droits sociaux, de la protection de l'environnement, des identités culturelles. Une société humaine, c'est une société où tous les biens ne sont pas assimilés à des marchandises. Le travail de l'homme n'est pas une marchandise. Les œuvres de son esprit ne peuvent pas être réduites à de simples marchandises -c'est ce qui légitime l'exception culturelle et la défense du droit d'auteur. Le corps humain n'est pas une marchandise. Nous allons mettre à jour la loi de 1994 sur la bioéthique. La santé des hommes n'est pas une marchandise. Si la maîtrise des dépenses de santé est indispensable, c'est pour assurer la pérennité de la sécurité sociale, notre bien commun. C'est pourquoi nous ne laisserons pas la dérive des dépenses de santé donner des arguments à ceux qui voudraient, en privatisant la sécurité sociale, faire de la santé un commerce. Nous allons poursuivre la politique de réforme structurelle qui

commence à porter ses fruits. Nous tirerons concrètement les leçons des Etats généraux de la santé, notamment en ce qui concerne les droits des malades. De même, pour moi, la sécurité sanitaire doit prévaloir sur le libre-échange. En France, nous garantissons mieux notre sécurité sanitaire grâce à la création de deux agences, l'une pour les produits alimentaires, l'autre pour les produits de santé. Au plan international, par la négociation, nous continuerons à défendre le droit des Français à une alimentation sûre et saine.

Notre environnement n'est pas une marchandise, un simple stock de matières premières dans lequel on pourrait puiser sans se soucier des générations futures. Il n'y a de vrai développement que durable. Nous ne confondons pas la production de richesses et le productivisme. C'est tout le sens de la loi d'orientation agricole qui concilie capacités productives, développement rural et préservation de l'environnement.

Une société plus humaine, c'est aussi une société pleinement démocratique. Une société où chacun puisse s'accomplir, où chacun puisse prendre sa part de la maîtrise de notre destinée collective. S'agissant de la rénovation de la vie publique, nous avons déjà beaucoup œuvré.

Nous pourrions franchir, grâce à la révision constitutionnelle du 28 juin dernier ⁽²⁾, une nouvelle étape déterminante. Celle d'un large accès des femmes aux fonctions électives. A partir des conclu-

sions de l'Observatoire de la parité, qui me seront remises très prochainement, le Gouvernement présentera avant la fin de l'année un projet de loi qui imposera un pourcentage minimum de candidatures féminines pour les scrutins de liste et qui, s'agissant des scrutins uninominaux, mettra en place à cette fin un mécanisme de correction financière relatif au financement public des partis politiques. Nous agissons aussi pour plus d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Ces aspirations doivent trouver leur prolongement à l'échelle de la communauté internationale tout entière. La mondialisation rend plus que jamais pertinente la construction de l'internationalisme humaniste que nous, socialistes, avons toujours porté. Contre l'unilatéralisme dans les relations internationales, nous défendons la conception d'un monde équilibré, multipolaire. C'est aussi pour cela que nous voulons affirmer l'identité européenne. Contre le nationalisme, le fanatisme et leurs crimes, nous voulons instaurer une « morale » internationale. Le Tribunal pénal international en montre le chemin. La Cour pénale internationale, que nous avons contribué à faire naître, sera l'instrument du respect du droit de la personne humaine.

Pays ayant contribué à forger une conscience universelle, la France peut jouer un rôle de premier plan dans cette transformation comme elle tente de le faire, avec d'autres, au Kosovo. Elle sera d'autant plus influente qu'elle sera elle-même unie, confiante, ancrée dans la modernité.

(2) Le 26 janvier 2000, les députés ont adopté, en première lecture, le projet de loi instituant la parité, dont le principe est désormais introduit dans la Constitution depuis le 28 juin 1999. Ce texte vise à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives.

Nous voulons fonder notre politique sur une nouvelle alliance.

La société française reste structurée en classes, même si leurs frontières sont souvent moins nettes et si elles se déplacent.

Nous voulons faire naître une nouvelle alliance, en faisant converger dans notre projet et dans notre action les politiques qu'attendent, respectivement, les exclus, les classes populaires et les classes moyennes.

Pour les exclus, le Gouvernement poursuivra une politique d'intégration volontariste. L'intégration est le synonyme de la République. Par l'École, par le travail, par la participation au débat public démocratique, l'intégration est une dynamique qui resocialise des individus et vise à en faire des citoyens d'une même communauté : la nation. L'intégration est donc à la fois le but et le mouvement de la République. Avec la priorité budgétaire retrouvée pour l'éducation nationale, la réforme de l'école, la loi contre les exclusions, la couverture maladie universelle, nous avons déjà bien avancé. Pour aller plus loin, l'une de nos priorités sera de privilégier une approche globale d'intégration sociale, par la réduction de l'emploi précaire, la rénovation du milieu urbain, l'accès aux services publics locaux, la promotion scolaire des élèves les plus défavorisés.

Les classes populaires se sont transformées. Il

y a toujours, en France, même si le mot est passé d'usage, une « classe ouvrière ». Hier massées dans le secteur secondaire, les classes populaires se retrouvent aujourd'hui aussi dans les services. Des gens qui travaillent dur, dans un environnement contraignant, et qui gagnent peu. Nous avons fait en sorte, depuis deux ans, que leur pouvoir d'achat connaisse une hausse conséquente. Nous devons maintenir cette politique. Mais nous devons également lutter contre ce qui leur « gâche la vie » au quotidien : la précarité, l'insécurité, bien sûr ; mais aussi les problèmes de transport en milieu urbain. A cette fin, un projet de loi sur le logement et les transports en milieu urbain sera prochainement présenté au Parlement.

La gauche doit être aussi attentive aux préoccupations des classes moyennes. Dans le passé, elle a pu méconnaître certaines de leurs aspirations pourtant légitimes. Aujourd'hui, nous reconnaissons les classes moyennes pour ce qu'elles sont : un groupe salarié pour la plupart mais diversifié, qui joue un rôle croissant dans la société française.

J'ai la conviction que ces trois groupes – les exclus, les classes populaires, les classes moyennes – qui ont certes des intérêts spécifiques, et parfois divergents, ont aussi des préoccupations communes. Ils ont les mêmes aspirations au développement de l'emploi, au recul de la précarité, à l'amélioration du système éducatif, à la consolidation de la protection sociale. Ils peuvent

“ Toutes les questions qui se posent à la société française doivent être abordées et traitées par la gauche, en référence à ses valeurs et à ses exigences propres. ”

donc se retrouver dans notre projet politique et de transformation sociale.

Pour prendre en compte cette nouvelle réalité sociale, la gauche ne doit exclure aucun thème, ni

dans le débat, ni dans l'action. Longtemps, on s'est plu à penser qu'il y avait des « thèmes de gauche » et des « thèmes de droite ». Comme si la responsabilité en politique ne se mesurait pas à la capacité à se saisir de tous les problèmes. Toutes les questions qui se posent à la société française doivent donc être abordées et traitées par la gauche, en référence à ses valeurs et à ses exigences propres. Pour la plupart d'entre elles, il existe des approches de gauche et des approches de droite.

Ainsi, au cours des derniers mois, et sur bien des sujets, il m'a semblé qu'il y avait toujours une gauche et une droite. A propos du PACS, des 35 heures, des emplois-jeunes, de l'indépendance de la Justice, du cumul des mandats, de la loi sur les exclusions, de la couverture maladie universelle : chacun a pu voir qui était de droite et qui était de gauche.

Il en va de même pour la politique fiscale. Si la baisse des impôts est nécessaire, c'est d'abord parce que la droite les a massivement augmentés. On demande donc à la gauche de baisser les impôts que la droite a accrus. Si la baisse des impôts devient possible, c'est parce que la gauche a su relancer une

croissance forte et dégager des marges de manœuvre. Si la baisse des impôts est souhaitable, c'est, pour nous, à condition qu'elle soit équitable.

Ainsi que nous en étions convenus depuis plusieurs mois, nous allons donc baisser les impôts dans le budget 2000.

Cette orientation s'inscrit dans une cohérence politique. Dès ma déclaration de politique générale, j'avais indiqué qu'il fallait réduire mais aussi rééquilibrer les prélèvements obligatoires. Nous avons d'abord, en 1997, rééquilibré la fiscalité entre les revenus du travail et ceux du capital dans un sens plus favorable à l'emploi, au pouvoir d'achat et à la justice sociale, en basculant les cotisations d'assurance maladie sur la CSG. C'est ce que nous avons amplifié cette année en décidant de réformer l'assiette des cotisations sociales patronales.

En 1998, nous avons réduit la part salariale de la taxe professionnelle pour les plus petites entreprises, afin de promouvoir l'emploi et l'investissement. Nous continuons aujourd'hui, dans le budget 2000, à alléger la fiscalité indirecte et notamment la TVA sur les travaux à domicile et les réparations immobilières, conformément à nos engagements. Au total sur deux ans nous aurons allégé la TVA de 27 milliards de francs.

Nous allons continuer, sans rien sacrifier. Ni la diminution de la dette publique, ni le financement de nos priorités, ni notre exigence de justice socia-

“ Nous allons continuer, sans rien sacrifier. Ni la diminution de la dette publique, ni le financement de nos priorités, ni notre exigence de justice sociale, ni notre souci d’efficacité. ”

le, ni notre souci d’efficacité. Mais nous voulons « donner de l’air » à notre économie et rendre du pouvoir d’achat aux Français.

C’est pourquoi, dans le même esprit, nous conduirons au cours de l’année 2000 et pour le bud-

get 2001 une réflexion sur une baisse des impôts directs, et notamment l’impôt sur le revenu. Mais nous le ferons avec le souci de la justice. C’est ainsi que, si une baisse de cet impôt doit être envisagée, je n’oublie pas pour autant les millions de familles modestes qui ne sont pas concernées, parce qu’elles ne paient pas l’impôt sur le revenu. Il faut, pour les plus défavorisées d’entre elles, supprimer les mécanismes qui sont de nature à dissuader les personnes titulaires d’allocation de reprendre un emploi salarié.

Nous voulons aussi rassembler les Français autour de notre politique pour les retraites. Une vie de travail ouvre le droit à la retraite. C’est là un acquis de nos combats. En France, le mode de financement —la répartition— fait aussi des retraites l’expression de la solidarité entre les générations. C’est un facteur de cohésion nationale auquel nous sommes profondément attachés. Face à l’évolution démographique, des réformes sont nécessaires pour garantir l’avenir de nos retraites. Pour réussir, ces réformes doivent être comprises des Français et acceptées par eux. A la différence d’autres, et à la lumière de leur expérience, nous

prendrons le temps de la concertation et nous n’opposerons pas les retraités et les cotisants, le secteur privé et le secteur public, et dans celui-ci les différents régimes.

Le Gouvernement a engagé la concertation et prend le temps de l’explication. L’année prochaine sera celle de la mise en œuvre progressive des décisions qui auront été prises. ❁



Sommaire

Présentation	
Au cœur de la social-démocratie européenne	1
Le socialisme français et la social-démocratie européenne	21
I – La social-démocratie européenne est plurielle.	25
<i>1. La social-démocratie a traversé une période historique difficile.</i>	25
<i>2. La social-démocratie doit continuer à se construire à l'échelle européenne.</i>	27
<i>3. Chacune des forces sociales-démocrates est indissociable de sa propre réalité nationale.</i>	30
II – Le socialisme français est tourné vers la modernité.	34
<i>1. L'invention constante d'une juste articulation entre les fins et les moyens permet un vrai réformisme.</i>	36
<i>2. L'indispensable régulation du capitalisme appelle le volontarisme de l'Etat.</i>	39
<i>3. Il est possible de réunir les classes sociales autour de l'égalité des chances.</i>	47

Être socialiste	53	Le discours de la réforme	73
I - Le socialisme démocratique a marqué le XX^{ème} siècle.	56	<i>Nous avons en effet engagé un vaste et profond mouvement de réforme</i>	76
<i>Mais le XX^{ème} siècle fut aussi un temps d'émancipation et de progrès.</i>	57	<i>Nous continuerons à rééquilibrer le cours de la construction européenne.</i>	78
<i>Le socialisme démocratique a contribué à façonner ce siècle.</i>	60	<i>Nous préparons l'avenir en opérant une synthèse politique nouvelle</i>	79
II - Le socialisme démocratique reste une idée féconde pour le monde nouveau qui est le nôtre.	62	<i>Pour garder vivantes nos valeurs, il nous faut parfois savoir les servir autrement.</i>	81
<i>S'il n'est plus un système, le socialisme est un ensemble de valeurs, une vision de l'Histoire, une culture.</i>	62	<i>Nous définissons un nouvel équilibre entre l'Etat et le marché.</i>	83
<i>Nous sommes les mieux à même de répondre aux enjeux du monde nouveau.</i>	64	<i>Nous réconcilions volontarisme et réalisme</i>	85
<i>Ces changements nous conduisent à nous interroger sur notre identité.</i>	65	La nouvelle alliance	91
<i>Être socialiste, c'est travailler à plus d'organisation et de régulation.</i>	67	<i>Nous voulons reconquérir une société de plein emploi.</i>	99
<i>Être socialiste, c'est être humaniste.</i>	69	<i>Nous voulons bâtir une société plus humaine.</i>	103
<i>Être socialiste, c'est vouloir l'égalité.</i>	69	<i>Nous voulons fonder notre politique sur une nouvelle alliance.</i>	106

Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès

- 1995 - n°1** - La rénovation du parti travailliste en Grande-Bretagne. Tony Blair - Lewis Minkin (épuisé)
- 1996 - n° 2** - Voyage au coeur de l'Internationale socialiste (1992-1996). Pierre Mauroy (épuisé)
- n° 3** - Les intégrismes à l'aube du XXI^{ème} siècle (I) - Analyses régionales (épuisé)
- 1997 - n° 4** - Les fondamentalismes à l'aube du XXI^{ème} siècle (II) - Perspectives d'action
- n° 5** - L'électorat F.N.
Entretien avec Pascal Perrineau et Pierre Martin
- n° 6** - La social-démocratie dans l'Union européenne
Débat entre Alain Bergounioux et Marc Lazar.
- 1998 - n° 7** - La drogue : une approche globale pour une réponse efficace - Table ronde internationale.
- n° 8** - Réflexions pour la gauche du XXI^{ème} siècle
Dominique Strauss-Kahn - (épuisé)
- n° 9** - Éloge de la réforme - Discours de Jean-Jaurès au congrès de Toulouse en 1908 -
Présenté par Alain Bergounioux. - Histoire et Mémoire
- 1999 - n° 10** - Entretien avec François Hollande
Itinéraire - Action - Convictions
- n° 11** - L'Europe vue du PSE
Jean-François Vallin, présentation : Henri Nallet
- n° 12** - Entretien avec Pierre Moscovici
- n° 13** - Blair-Schröder
Le texte du "manifeste". Les analyses critiques
- n° 14** - Marc Villemain - L'esprit clerc
Émile Combes ou le chemin de croix du diable
Histoire et Mémoire

Les Livres de la Fondation Jean-Jaurès



janvier 1994



octobre 1998



février 1999



juillet 1999



Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès

Directeur de la publication : Gilles Finchelstein

Co-directeur de la publication : Laurent Cohen

e-mail : cohen@jean-jaures.org

Maquette : Antonio Bellavita

Imprimerie : Robert Arts Graphiques